

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

PROPOSITIONS DE REVISION

DES

LOIS CONSTITUTIONNELLES

Émanant de l'initiative parlementaire depuis 1884

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le mardi 29 octobre 1901, à 8 heures

PAR

GABRIEL LEPETIT

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. ESMEIN. Professeur.

Suffragants : { MM. LEFÈBVRE } *Professeurs.*
 { CHAVEGRIN }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

PROPOSITIONS DE REVISION

DES

LOIS CONSTITUTIONNELLES

Émanant de l'initiative parlementaire depuis 1884

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera présenté et soutenu le mardi 29 octobre 1901, à 8 heures

PAR

GABRIEL LEPETIT

AVOCAT A LA COUR D'APPEL



Président : M. ESMEIN, Professeur.

Suffragants : { MM. LEFÈVRE } Professeurs.
CHAVEGRIN }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901

A MON PÈRE

A MA MÈRE

PROPOSITIONS DE REVISION
DES
LOIS CONSTITUTIONNELLES
émanant de l'initiative parlementaire depuis 1884.

INTRODUCTION

On voit souvent une personne dont la face est congestionnée, dont le cœur, dont les poumons fonctionnent irrégulièrement, portant la main à son cou, à sa poitrine, dire : « Mon col me gêne, mes vêtements m'étouffent ».

Lorsque, prenant nous aussi l'effet pour la cause, en présence de pouvoirs publics que congestionne une excessive centralisation et qui sont sortis des fonctions pour lesquelles ils furent créés, en présence d'un état général, troublé au point de vue social, confus au point de vue politique, lorsque nous nous plaignons de notre Constitution, ne sommes-nous point comme le malade qui se plaint de son vêtement ?

Et de même que c'est au médecin qui soignera son corps et non au tailleur que celui-ci doit s'adresser, de même nous, c'est par la solution des questions sociales et économiques, qui sont le sang et qui sont la vie d'un

peuple, que nous guérirons le mal dont souffre la France.

Nous ne sommes point d'ailleurs les seuls à être atteints, à en juger tout au moins par les symptômes parlementaires ; et, s'il est vrai que M. Clémenceau à la suite d'une séance où la Chambre, après avoir émis trois ou quatre votes contradictoires, avait fini par tout rejeter, pouvait dire : « Le parlementarisme ainsi compris devient vraiment une occupation d'un genre tout spécial », le prince Albert, peu de temps avant sa mort, disait lui aussi : « Now the parliamentary system is on its trial ! »

Les événements ne lui donnent-ils pas raison, puisque nous voyons le régime parlementaire presque cesser de fonctionner en Angleterre, pourtant sa patrie d'origine ? Aux Etats-Unis, le pays modèle de toutes les libertés, le Congrès est devenu le champ clos des politiciens vulgaires où c'est le héraut « Dollar » qui appelle les élus ; en Italie, le parlement nous donne le spectacle de fureurs impuissantes ; en Allemagne, le Reichstag est annihilé en fait par la volonté de l'Empereur ; en Espagne, les Cortès entendent de beaux discours, mais ne font rien ; en Autriche, le Reichsrath est réduit à l'impuissance par les rivalités des nationalités qui s'y entrechoquent ; en Belgique, la Chambre des représentants est le théâtre de scènes scandaleuses ; en Grèce, l'unique Chambre n'hésite pas à subordonner l'intérêt du pays aux intérêts des partis ; bref, en Europe comme en Amérique, il est indéniable que le régime parlementaire traverse une crise, et,

sans partager le pessimisme de M. Emile de Laveleye, rapportant ce mot d'un écrivain russe : « La fin de notre siècle verra la chute définitive du régime parlementaire », il serait cependant puéril de s'en dissimuler la gravité.

De cet ensemble de faits il semble se dégager cette impression que ce ne sont point des causes particulières et inhérentes à chaque pays ou à chaque Constitution qui peuvent engendrer ce malaise général ; mais bien des causes qui se présentant, ici et là, sous des apparences peut-être diverses, n'en ont pas moins, dans leur sens caché une corrélation étroite. Pour nous, c'est la question sociale, avec plus ou moins d'acuité, suivant la richesse des Etats, c'est la question économique, se manifestant de façons diverses suivant les climats, qui toutes les deux tiennent sous leur dépendance la vie politique d'un pays, comme le cerveau est sous la dépendance du cœur et des poumons.

N'était-ce pas M. Floquet qui, en prenant possession du fauteuil de la présidence de la Chambre, le 12 janvier 1888, disait déjà : « Ce qui est vrai, c'est qu'aujourd'hui, « et cela n'est que naturel, les problèmes touchant à la « procédure politique intéressent moins vivement la na-
« tion que les questions qui atteignent au fond même de
« ses grandes affaires (*applaudissements à gauche et au*
« *centre*), à ses finances publiques, à son industrie, à son
« commerce, au sort de ses travailleurs, à son état mili-
« taire, à sa situation internationale. »

Ces sages avis n'ont guère été écoutés : nous avons vu

les « lois d'affaires » éternellement remises sur le métier, ne quittant « les oubliettes du Palais-Bourbon » que pour « les catacombes du Luxembourg », tandis au contraire que toutes les questions de politique pure, qui ne trouvent jamais aucun orateur à court, qui ont le triste privilège d'exciter et d'assouvir les passions, retenaient toute l'attention et tous les instants du Parlement.

Alors, en présence de la poussée croissante du socialisme, qui se réclame d'un idéal de bien-être et de justice, en présence des crises industrielles, nées d'un machinisme sans cesse développé, des crises agricoles, à la merci des éléments, il s'est trouvé que le régime parlementaire, en France et à l'étranger, qui ne vit plus que pour et par la politique, ne répond plus aux besoins sociaux et économiques. pour l'étude et la satisfaction desquels il avait pourtant été créé.

Aussi, ceux-là seuls qui ont à rechercher une plateforme électorale ou qui se laissent aveugler par l'esprit de parti, peuvent, invoquant le mot de Gambetta: « la revision constitutionnelle est l'instrument nécessaire de toute réforme », et celui de Floquet: « la revision ajournée, c'est l'anémie à perpétuité », nous présenter à l'heure actuelle la revision de la Constitution comme un souverain remède pour la maladie du régime parlementaire; et ils nous paraissent être comme ceux qui voudraient par un col plus large ou des vêtements mieux ajustés guérir leur tête, leur cœur et leurs poumons.

Ce n'est pas que nous trouvions, comme on l'a beau-

coup dit, que la Constitution de 1875 a plus de mérite que toutes ses devancières, parce qu'elle a duré plus qu'elles — une simple opération d'arithmétique fournissant peut-être un critérium insuffisant — nous lui rendons néanmoins entière justice : elle a permis à la France de se relever, elle a résisté aux plus rudes assauts ; mais nous nous rangeons à l'avis de l'éminent orateur (1) qui disait à la Chambre, le 12 mars 1894, « que de grands changements
« sont nécessaires dans la politique et le gouvernement
« de la France, que ce pays veut autre chose et que la
« République de demain doit être différente de la Répu-
« blique d'hier. »

Ceci posé, il nous semble inadmissible que ceux qui adressent aujourd'hui d'aussi vives critiques à cette Constitution de 1875, ne fassent pas une distinction nécessaire entre, d'une part, la lettre et l'esprit de cette constitution et, d'autre part, la manière dont elle est journellement appliquée.

Or, en beaucoup de cas, cette application est absolument contraire à la lettre et à l'esprit : de sorte que les plus véhéments reproches adressés aujourd'hui à tel ou tel acte du pouvoir exécutif, à telle ou telle décision du législatif portent à **faux si on veut** les faire remonter jusqu'à la Constitution, car souvent cet acte a été accompli, cette décision a été prise en violation même de nos lois

(1) M. Paul Deschanel.

constitutionnelles. C'est donc, à l'origine de toute critique, un départ très rigoureux qu'il faut établir.

Ainsi on se plaint souvent de ce que le chef de l'Etat ne fasse pas sentir plus directement son action politique sur la marche des affaires du pays, alors que la durée du mandat dont il est investi lui permettrait d'assurer au gouvernement un certain esprit de suite.

Si nous relisons la loi du 25 février 1875 et la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, nous voyons pourtant que le Président de la République a le droit de convoquer et d'ajourner les Chambres, de communiquer avec elles par des messages, de dissoudre la Chambre des députés ; il a l'initiative des lois, concurremment avec les membres des deux Chambres, il les promulgue, en assure, en surveille l'exécution ; il préside le Conseil des ministres, les Conseils supérieurs de la guerre et de la marine, il a le droit de faire grâce, il dispose de la force armée ; il nomme à tous les emplois civils et militaires, c'est-à-dire les ministres eux-mêmes ; les envoyés et les ambassadeurs des puissances étrangères sont accrédités auprès de lui, il négocie et ratifie les traités ; il n'est responsable que dans le cas de haute trahison.

Ces pouvoirs n'apparaissent-ils pas comme suffisamment étendus ? comme trop étendus même pour certains, puisque M. Goblet y a vu « des attributions quasi-monarchiques » (1), et M. Naquet aussin'a-t-il pas dit : « Louis-

(1) M. René GOBLET. — Discours à la Chambre, 12 mars 1894.

« Philippe était un président de la République viager.....
« c'était un président analogue à ceux que nous avons
« vus depuis (1). »

Comment se fait-il donc qu'aujourd'hui on puisse reprocher au chef de l'Etat de jouer un rôle trop effacé ?

La raison en est simple : les présidents de la République, par inertie, les présidents du Conseil, par soif d'autorité, ont les uns laissé s'établir, les autres travaillé à consolider une sorte de principe par lequel le président de la République, au-dessus des partis, doit se désintéresser de toute politique, intérieure et extérieure, présider impartialement le Conseil des ministres, signer les décrets qu'on lui présente et jouer tout simplement le rôle décoratif que la fable attribue au roi Soliveau.

Ce fut contre ce principe que M. Casimir Périer voulut lutter en 1894 : on se rappelle en effet les événements et les divers conflits qui précédèrent et motivèrent sa démission, et dont on trouva d'ailleurs comme un écho dans le message qu'il adressa au Parlement (2).

Aussi, ceux qui se plaignent aujourd'hui du rôle effacé que joue le chef de l'Etat, est-ce bien à la Constitution qu'ils doivent adresser leurs critiques et ne devraient-ils pas plutôt les partager entre ceux qui l'ont volontairement

(1) M. Alfred NAQUET. — Discours à la Chambre, 15 mars 1894.

(2) « La présidence de la République dépourvue de moyens d'action
« et de contrôle... » et, plus loin : « Je ne me résigne pas à comparer le
« poids des responsabilités morales qui pèsent sur moi et l'impuis-
« sance à laquelle je suis condamné. »

faussée, et ceux aussi qui l'ont laissé tomber en quenouille ?

Et notre instabilité ministérielle, si déplorable, provient-elle aussi de notre Constitution ? Dans *Le Caprice* d'Alfred de Musset, M. de Léry dit : « Ce sont de drôles
« d'auberges que vos ministères ; on y entre et on en
« sort sans savoir pourquoi. C'est une procession de
« marionnettes. » Cette boutade, si irrévérencieuse soit-elle, est toujours vraie et les meilleurs esprits de tous les partis ne cessent de protester contre une telle pratique qui interdit à notre démocratie l'esprit de suite indispensable pourtant au développement d'un grand pays.

Mais est-ce bien à la Constitution que nous devons nous en prendre ? Non certes : la faute en est aux hommes et aux mœurs publiques. On a prétendu qu'il serait préférable que les ministres ne fussent pas pris parmi les membres du Parlement, parce que ceux-ci sont fatalement poussés à susciter le plus de crises possibles pour avoir la chance d'en bénéficier ; il y a peut-être une part de vérité dans cette critique. Mais si, d'une part, au lieu d'une infinité de groupes et de sous-groupes qui, prétendant à être représentés dans un cabinet, n'hésitent pas à lui déclarer la guerre quand leur marchandage n'obtient pas gain de cause, nos mœurs publiques étaient telles que le Parlement fût nettement scindé en deux grands partis organisés et vivants, de telle sorte que le jour où tombe un cabinet, ce soient bien les chefs de l'opposition qui néces-

sairement soient appelés au pouvoir ; mais si, d'autre part, nos hommes politiques avaient comme règle de ne jamais passer d'un cabinet à un autre, en laissant aux buissons ministériels des lambeaux de leurs programmes, de leurs doctrines, de leur passé — et il est tel pays voisin où un pareil acte déconsidérerait politiquement celui qui s'en serait rendu coupable — ; ce jour-là, nous aurions des Cabinets dont le programme, loin d'être fait de concessions réciproques, s'inspirerait au contraire de la doctrine d'un parti, majorité homogène, qui pourrait le soutenir sans défaillances ni compromissions ; ce jour-là nous serions dans la vérité du régime parlementaire.

Que voyons-nous, au contraire, depuis près de vingt ans ? La faute, hâtons-nous de le dire, en est aux mœurs politiques, qui ont fait de l'élu non plus le mandataire d'une circonscription mais le commissionnaire d'intérêts personnels, plutôt qu'aux hommes qui subissent ces mœurs. — Quoi qu'il en soit, les députés, les sénateurs, par leur action persistante, auprès des ministres, sont arrivés à arracher à ceux-ci la véritable direction de l'administration, puisque ce n'est que d'après leurs recommandations que se prennent les décisions, que se font les nominations. Durant ce temps, l'œuvre législative reste en souffrance, la Chambre et le Sénat, déshabitués du travail, renoncent en quelque sorte à leur initiative ; les seules lois qui aboutissent, ce sont celles qu'étudie et que présente le gouvernement, celles pour lesquelles il impose à sa majorité une discipline et exige d'elle l'effort néces-

saire, de telle sorte qu'à l'heure actuelle, si paradoxal que cela paraisse, si anticonstitutionnel que cela soit, on peut dire que, les rôles logiques étant renversés, c'est le Gouvernement qui fait les lois, et c'est le Parlement qui gouverne.

Ajoutons à cela un Parlement profondément divisé, où les trois ou quatre grands partis de 1875, dévorés par des schismes continuels, se trouvent aujourd'hui scindés en de nombreuses chapelles où officient des pontifes différents. Pour recruter des fidèles, aux dépens du voisin, il a fallu trouver des étiquettes nouvelles, et, démarquant les anciens programmes, ajouter ou retrancher certains articles à la mode du jour. Au lieu de chercher ce qui pouvait unir dans la poursuite d'un but commun, on s'est évertué à trouver ce qui pouvait diviser ; au lieu de se faire les conseillers éclairés et les guides prudents d'une démocratie ardente et avide de nouveautés, on a cherché à l'enivrer de passions déguisées en théories et on lui a promis de les assouvir. Au lieu de penser aux intérêts généraux et supérieurs du pays, c'est telle classe, parce que plus remuante, telle région parce que plus brillamment représentée, que l'on a injustement favorisées. Au lieu de réduire les dépenses, ce qui fut toujours le rôle des assemblées, on a créé des emplois nouveaux et on les a augmentées ; au lieu de faire œuvre de contrôle, on a fait œuvre électorale.

Et ainsi, il semble que de haut en bas, de droite et de gauche, par la coupable indifférence des uns, par l'au-

dace des autres, on en soit arrivé à rendre presque saisissant d'actualité le tableau que Taine nous traçait de l'Ancien régime.

« Hôtel garni, mal tenu par un personnel de plus en plus nombreux, avide et gaspilleur, cher pour les grandes et belles pièces, mais d'un prix exorbitant pour les petites chambres, les mansardes et les galetas, bref, une maison qui mécontente son public et s'achemine vers la faillite, où personne, sauf les domestiques, n'est à l'aise et ne se sent chez soi. »

N'est-il pas douloureux de songer que cette image fidèle de la France monarchique, certains puissent la prétendre encore vraie de la France républicaine ?

Dissimuler le mal n'est pourtant point le guérir ; or, le mal est patent, indéniable : les crises de fièvre que la France a traversées depuis 1888, si elles sont dues à des causes diverses, n'en sont pas moins les symptômes d'un état morbide.

Tous les docteurs en politique le reconnaissent ; mais leurs diagnostics diffèrent, leurs remèdes aussi. Examinons les uns et les autres.

SÉNAT

PROPOSITIONS DE REVISION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES

Depuis 1884

SESSION 1888

Proposition de M. Huon de Penanster.

Le 24 avril 1888, M. Huon de Penanster déposait sur le bureau du Sénat un projet de résolution tendant à la nomination d'une commission chargée de présenter un projet de loi relatif à la révision des lois Constitutionnelles.

Ce projet était ainsi conçu : Article Unique. « Une Commission sera nommée pour présenter au Sénat un projet de loi relatif à la revision des lois Constitutionnelles dans le sens de la marche en avant. »

Il fut l'objet le 12 juin 1888 d'un rapport sommaire fait au nom de la 4^e commission d'initiative parlementaire (1) par M. Barbey, qui conclut au rejet Le Sénat suivit sa commission.

(1) Cette commission était composée de MM. Adolphe Cochery, prési-

SESSION 1896

Proposition de MM. Gervais-Rousseau et Delpech.

Le 21 avril 1896, au moment du conflit entre le Sénat et le Cabinet Bourgeois, MM. Gervais-Rousseau (Creuse) et Delpech déposaient un projet de résolution où on lit dans l'Exposé des motifs : « Interprète fidèle des décisions
« très fermes des populations du département de la Creuse
« qui ne peuvent admettre que des luttes soient douteuses
« entre les deux Chambres pour la simple prédominance
« d'un parti politique sur un autre ; ni qu'une assemblée
« contienne encore des membres inamovibles ; ni qu'une
« Chambre issue du suffrage universel n'ait pas seule
« le règlement de toutes les dépenses budgétaires ; ni que
« cette Chambre n'ait pas uniquement le droit de main-
« tenir ou de renverser les ministères » ; pour ces motifs, MM. Gervais-Rousseau et Delpech demandaient la revision intégrale des lois Constitutionnelles.

Cette proposition fut renvoyée à la 4^e commission d'ini-

dent; Félix Martin, secrétaire; Goujon, Magnin, Barbey, Hugot, Oudet, Lacave, Laplagne, Nioche, Lelièvre, Franck-Chauveau, Merlin, Morellet, Halgan, Chovet, Malézieux, Milhet Fontarabie, Denormandie.

tiative parlementaire (1), et rapportée le 28 avril 1896 par M. Pazat.

M. Gervais-Rousseau avait déclaré à la Commission qu'il avait exécuté simplement, par le dépôt de sa proposition, un mandat qu'il avait reçu.

M. Pazat sans discuter au fond la proposition repoussa formellement, au nom de la Commission, toute revision partielle portant modification des attributions du Sénat. Il rappela ce que disait Jules Ferry en 1873 :

« Le Sénat ne sera jamais un instrument de discorde, « ni un organe rétrograde. Il n'est point l'ennemi des « nouveautés généreuses ni des hardies initiatives. Il demande seulement qu'on les étudie. »

A l'unanimité, moins la voix de M. Gervais-Rousseau, la Commission concluait à la non prise en considération.

Proposition de MM. Anglès et Bayol.

Le 24 avril, toujours durant le conflit entre le Sénat et le cabinet Bourgeois, MM. Anglès et Bayol, s'inspirant des événements, déposaient un projet de résolution tendant à la revision.

Ils restèrent volontairement dans le vague, afin,

(1) Cette commission était composée de MM. Emile Labiche, président ; Paul Decauville, secrétaire, Pazat, Léopold Thézard, Perras, Franck-Chauveau, Huguet, Alfred Poirrier, Albert Le Play, Paul Devès, Tallières, Bernard Lavergne, Peaudecerf, Camescasse, Coillot, Gervais-Rousseau, Alcide Dusolier, Develle.

disaient-ils dans leur Exposé des Motifs, de permettre sur cette question l'union de toutes les bonnes volontés républicaines du Sénat.

Convoqués l'un et l'autre devant la quatrième Commission d'initiative parlementaire, M. Bayol déclara qu'il serait partisan de la suppression du Sénat, M. Anglès voulait au contraire que le Sénat fût élu par le suffrage universel à deux degrés, mais qu'il y eût, avant le Congrès, entente entre la Chambre et le Sénat sur les points à reviser.

M. Pazat, dans son rapport (28 avril 1896), déclare qu'il n'a pas à examiner au fond ces graves questions, mais il estime cependant que « la suppression du Sénat » serait le coup le plus funeste porté à la liberté ».

En effet l'existence de deux Assemblées n'a-t-elle pas été toujours considérée comme la condition essentielle du fonctionnement des constitutions parlementaires ?

Le Sénat joue le rôle pondérateur d'une seconde Chambre, apportant à l'œuvre législative le concours d'un examen réfléchi, l'appui de son expérience et de sa sagesse. N'étaient-ce point les motifs même invoqués par Gambetta ?

Enfin pour ce qui concerne l'élection des sénateurs, point n'est besoin de recourir à la revision, les articles 1 et 7, de la loi du 24 février 1875, n'ayant plus le caractère constitutionnel.

La Commission à l'unanimité, moins une voix, fut d'avis de repousser la prise en considération, que le Sénat refusa également.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

PROPOSITIONS DE REVISION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES

depuis 1884.

QUATRIÈME LÉGISLATURE

1885-1889.

Proposition de MM. Michelin et Planteau.

MM. Michelin et Planteau, qui appartenaient à l'extrême-gauche de la Chambre, déposaient le 7 décembre 1886 une proposition de résolution ainsi conçue : Article unique. « La Chambre des députés, conformément à l'article 8 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875, relative à l'organisation des pouvoirs publics, déclare qu'il y a lieu de reviser les lois constitutionnelles ».

L'exposé des motifs, très bref, se bornait à des affirmations: « La République parlementaire est incompatible avec le suffrage universel » ; « la Constitution qui nous régit, sans cesse invoquée contre la réalisation de toutes les réformes voulues par le pays, n'est qu'un

« instrument de réaction aux mains des gouvernants » ;
« l'instabilité ministérielle engendre l'impuissance et la
« stérilité et provoque des crises funestes aux intérêts
« matériels du pays. » C'était là, il semble, le plus important des griefs invoqués par les auteurs de la proposition. Le danger leur apparaissait même tel qu'ils disaient : « La revision s'impose comme une mesure de salut pour la République ».

Il n'est pas sans intérêt de remarquer que le jour où M. Michelin déposait sa proposition et montait à la tribune pour demander à la Chambre de vouloir bien déclarer l'urgence, on était en pleine crise ministérielle. En effet le cabinet de Freycinet venait de tomber le 3 décembre, au milieu de la discussion du budget, sur un amendement tendant à la suppression des sous-préfectures. Au scrutin, 173 voix de droite, unies à 93 voix d'extrême-gauche et 6 diverses avaient eu raison des voix républicaines du centre et de la gauche. Les hommes politiques consultés semblaient ne point devoir constituer facilement un nouveau Cabinet et la crise s'annonçait comme devant être longue. Ce fut surtout dans cette crise que l'on puisa les arguments contre l'urgence demandée par M. Michelin.

Au centre. — « Vous aggravez la crise avec une semblable proposition. »

M. Michelin. — « Je prétends que je n'aggrave pas le moins du monde la crise ; au contraire, je lui donne une solution. » (Exclamations.)

M. Barodet, M. Andrieux combattirent l'urgence « La

revision ne serait aujourd'hui qu'un élément de division ajouté à tant d'autres », disait M. Barodet ; « Vous n'avez pas de gouvernement ; dans cette situation la proposition ne saurait aboutir », ajouta M. Andrieux. Aussi malgré l'intervention de M. Cunéo d'Ornano, qui accusa la gauche de se dérober, l'urgence fut-elle repoussée par 414 voix contre 39. Ces 39 voix appartenaient à l'extrême-gauche et à l'extrême-droite, la droite presque tout entière s'était abstenue. En conséquence, la proposition de M. Michelin fut renvoyée à la commission d'initiative parlementaire (1).

Le 19 mars 1887, M. de la Batut, au nom de cette commission, déposait son rapport. Il tendait à ne pas prendre en considération la proposition de MM. Michelin et Planteau. « Les mêmes raisons qui, au mois de décembre, ont amené la commission à repousser la demande d'urgence, existent encore aujourd'hui pour s'opposer à la prise en considération », et le rapporteur reprenait non seulement les arguments mais les phrases mêmes prononcées par MM. Barodet et Andrieux, le 3 décembre 1886 (2).

Ce rapport sommeillait sur le bureau de la Chambre

(1) Cette commission était composée de MM. Crozet-Fourneyron, président : de la Batut, secrétaire ; Gillet, Magnien, Lechevallier, Jullien, Rondeleux, Baltet, Horteur, Chevalier (Manche), Marmonnier, Le Souef, Barré, Dellestable, Ferry (Albert), Escaude, Montaut (Seine-et-Marne), le comte de Legge, Chevalier (Maine-et-Loire), de Soland, Rochet, Brugeilles.

(2) Phrases citées plus haut.

lorsque les longs et pénibles incidents qui précédèrent la démission du Président Grévy, et qui sans la sagesse et la patience dont firent preuve les Chambres auraient pu nous amener à une crise constitutionnelle des plus graves, causèrent la chute du Cabinet Rouvier (19 novembre 1887).

Le moment sembla propice à M. Michelin pour demander la mise à l'ordre du jour et la discussion immédiate du rapport de M. de la Batut.

M. de la Batut s'y opposa au nom de la Commission. « Pour discuter un sujet aussi grave, il est indispensable d'avoir l'avis du gouvernement et du ministère qui le représente et à l'heure actuelle, il n'y en a pas. »

M. Andrieux, habilement, appuya la demande de M. Michelin, montrant à la Chambre qu'elle avait intérêt, même sans l'intention d'aboutir, de faire une déclaration platonique en faveur de la revision de la Constitution. M. Ribot eut devoir intervenir. Il adressa un émouvant appel aux républicains, dans lequel, profitant adroitement de ce qu'une proposition de revision avait été déposée au début de la séance par un bonapartiste M. Jolibois, et parlant comme si la Chambre ne venait pas de la repousser, il relevait l'audacieux défi jeté par le césarisme aux libertés parlementaires, au gouvernement de la nation par elle-même ; s'adressant à l'extrême-gauche, il la conjurait de ne pas confondre ses votes avec ceux de la droite.

Au nom de la gauche, M. Pichon tint le même langage.

Malgré une nouvelle intervention de M. Michelin qui

déclara : « La Constitution n'est pas la République. Cette Constitution a été faite contre les républicains par les monarchistes de l'Assemblée Nationale », la discussion immédiate fut repoussée par 351 voix contre 183.

Le 30 mars 1888, M. Laguerre et les amis du général Boulanger demandaient la mise à l'ordre du jour de la proposition de MM. Michelin et Planteau.

M. Pelletan et la gauche y opposèrent une autre proposition de revision. Nous étudierons cette importante séance du 31 mars 1888 avec la proposition de M. Pelletan.

La proposition de MM. Michelin et Planteau fut renvoyée à la Commission de revision des lois constitutionnelles, élue le 21 avril 1888 ; rapportée par M. Tony-Révillon, le 14 février 1889, elle fut ajournée indéfiniment par la Chambre, à la suite de la chute du cabinet Floquet.

Proposition Jolibois

Le 21 novembre 1887, M. Jolibois, député bonapartiste, déposait une proposition ainsi conçue :

« Article unique. — Il y a lieu de reviser les lois constitutionnelles. » Le cabinet Rouvier était démissionnaire depuis le 19 novembre et quelques jours après le Président Grévy allait lui aussi, à la suite des poursuites intentées contre son gendre, M. Wilson, donner sa démission

La République semblait donc traverser une crise, et les mêmes raisons que l'on invoquait contre la discussion immédiate de la proposition de revision de MM. Michelin et Planteau, demandée le même jour, 21 novembre, subsistaient pour repousser la proposition de M. Jolibois.

M. Jolibois lut son exposé des motifs.

M. René Laffon : « Je ne reconnais pas au parti politique de M. Jolibois le droit de prendre une telle initiative et de s'immiscer dans les affaires de la République. »

M. Barodet, au nom de la gauche, déclara que ses amis et lui voulaient bien débarrasser la Constitution du caractère monarchique auquel ils attribuaient la plupart des maux dont souffrait la République, mais qu'ils voulaient attendre l'heure favorable.

M. Basly apporta une déclaration assez originale :

« J'estime qu'une République ne doit pas avoir de Président, car c'est suivre l'exemple des monarchies. »

L'urgence fut repoussée par 382 voix contre 166 et la proposition renvoyée à la commission d'initiative parlementaire (1).

Le 18 février 1888, M. Camille Cœusset déposait son rapport au nom de cette commission. « Sans entrer dans l'examen des motifs de la proposition », il concluait à la non-prise en considération en faisant valoir que la proposition de M. Jolibois faisait double emploi avec celle de MM. Michelin et Planteau. L'exposé des motifs de M. Jolibois était pourtant intéressant et valait qu'on s'y arrêtât.

(1) La commission d'initiative parlementaire était composée de

« La subordination absolue du pouvoir exécutif aux
« volontés changeantes du Parlement a pour conséquen-
« ces l'instabilité dans le Gouvernement, l'agitation dans
« le pays, l'absence de tout esprit de suite dans nos
« rapports avec les puissances étrangères. »

« Accuser la cause du mal, c'est en même temps indi-
« quer le remède. Ce remède, il est dans l'arbitrage
« souverain du peuple tout entier. »

Et M. Jolibois demandait que ce fût la France elle-même qui dise sous quel gouvernement elle entendait vivre : ceci une fois fait, c'était encore au peuple qu'appartenait le droit de nommer le chef de l'Etat.

« Le peuple conçoit le chef du gouvernement non pas
« comme le jouet, mais comme l'arbitre des partis ; il faut
« qu'il tienne de son origine plébiscitaire la puissance de
« les diriger et de les contenir. »

C'était donc, en son intégrité, la théorie de l'appel au peuple que soutenait M. Jolibois, en même temps qu'il semblait demander le renforcement des pouvoirs du chef de l'Etat qui doit « diriger et contenir les partis ».

Dans la séance du 30 mars 1888, au sujet de l'urgence de la proposition de M. Pelletan, M. Jolibois fut amené à développer sa pensée et celle de ses amis.

« Je répète, Messieurs, et je maintiens, avec la préten-

MM. le colonel Plazanet, président, Simyan, secrétaire, Laur, Le Cour, Blanesubé, d'Aillières, Barré, Roy de Loulay, Colfavru, Rodat, Suquet, Delisse, Le Roux, de Jouvencel, Leporché, Clausel, Barrière, Pierre Alype, Lombard, de Saisy, Cousset, Legludic.

« tion de n'être pas un factieux, mais avec la conscience
 « d'être un véritable démocrate, que le gouvernement
 « actuel a été établi sans l'assentiment et contre la volonté
 « du pays.

.
 « On voudrait bien susciter une équivoque, et on affecte
 « seulement de parler des plébiscites qui ne comportent
 « qu'une réponse par oui ou par non sur une question
 « unique posée par le Gouvernement existant... Et quand
 « même cela serait, auriez-vous le droit de vous plaindre
 « et d'en suspecter le résultat ? Vous oubliez donc que
 « le plébiscite serait fait par vous et que les urnes
 « seraient tenues par vous, qui êtes au pouvoir ? avouez-
 « le donc, vous avez peur du plébiscite ! »

Et M. Jolibois rapportait les paroles prononcées à la tribune du corps législatif par Gambetta, en 1870.

« Je crois que le plébiscite est une sanction désormais
 « nécessaire dans les sociétés qui reposent sur le droit
 « démocratique, pour donner au pouvoir — qu'il soit issu de
 « la Révolution ou issu d'une acceptation — la sanction
 « que les anciennes monarchies trouvaient dans le droit
 « divin. »

La proposition de M. Jolibois fut renvoyée avec celle de MM. Michelin et Planteau à la commission de revision des lois constitutionnelles. Rapportée par M. Tony-Révillon le 14 février 1889, elle fut ajournée indéfiniment par la Chambre.

Proposition de MM. Gaudin de Villaines et Liais.

Le 12 janvier 1888, MM. Gaudin de Villaines et Liais déposaient une proposition de résolution, tendant à reviser l'article 6 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875, relative à la responsabilité ministérielle.

Cette proposition était ainsi conçue :

« Article premier. — Les ministres de la Guerre et de la Marine sont pris en dehors des Chambres et ne font pas partie du Gouvernement.

Art. 2. — Ces ministres ne relèvent que du Président de la République.

Le choix des titulaires de ces portefeuilles est fait par lui sur une liste de trois noms proposée par le Conseil supérieur de la Guerre ou le Conseil d'Amirauté.

Art. 3. — Les ministres de la Guerre et de la Marine continueront à avoir accès dans les deux Chambres pour y soumettre et y défendre le budget de leurs départements, tous les projets de loi rentrant dans leurs attributions ainsi que toutes les propositions de même nature, émanant du Gouvernement ou de l'initiative privée. »

Et M. Gaudin de Villaines faisait valoir que, de même que l'Assemblée Nationale avait fait acte de sagesse et de patriotisme en retirant le droit de vote à tous les militaires en activité de service et en supprimant ainsi la politique dans l'armée, de même il semblait juste de sous-

traire aux préoccupations et aux dissentiments politiques les chefs de nos armées de terre et de mer.

Un autre inconvénient à cet état de choses, ajoutait l'auteur de la proposition dans son exposé des motifs, c'est, « l'instabilité dans le commandement, la direction, « l'organisation des forces militaires de notre pays. »

Avec une pareille instabilité, les meilleures conceptions demeurent lettre-morte et on voit de perpétuelles modifications de second ordre s'effectuer au détriment des réformes essentielles. Il n'est que temps de mettre de la fixité et de la suite dans ces graves affaires d'où dépend la sécurité nationale.

M. Gaudin de Villaine lut simplement à la tribune son exposé des motifs. « Aujourd'hui, dit-il, que les ministres de la Guerre et de la Marine (1) n'appartiennent plus au Parlement, je n'hésite pas à déposer ma proposition. » L'urgence qu'il demandait fut repoussée à mains-levées.

Le 27 février, M. Gomot déposait son rapport au nom de la Commission d'initiative (2).

Tout en rendant justice aux excellentes intentions de

(1) Les ministres étaient : le Général Logerot à la Guerre, et l'amiral Krantz à la Marine.

(2) Cette commission était composée de MM. Noël Parfait, président ; de Châtenay, secrétaire ; Fairé, comte de Kersanson, Adrien Bastid, Maurice Faure, Boreau-Lajanadie, d'Aillières, Jonglez, Mesureur, Bourganel, Gomot, Michelin, Beauquier, Baron Gérard, César Duval, Vergoin, Renard, Lecoïnte, Colonel baron de Plazanet, Creuzé Le Cour.

M. Gaudin de Villaine, et en reconnaissant le mal qu'il avait signalé ; la Commission redoutait que sa proposition n'arrivât au bouleversement de la Constitution et à la négation même du régime parlementaire. La solidarité ministérielle est indispensable d'une part, et, d'autre part, ce serait le Président de la République qui serait atteint à travers les ministres.

La Commission concluait néanmoins à la prise en considération.

Rapportée par Tony Révillon le 14 février 1889 elle fut ajournée indéfiniment par la Chambre.

Proposition de M. Pelletan.

C'est au milieu de circonstances toutes particulières que fut déposée la proposition de M. Pelletan, le 30 mars 1888.

Le 27 mars, en effet, sur rapport du ministre de la Guerre, général Logerot, au Président de la République, le général Boulanger, commandant du 13^e corps d'armée, venait d'être rayé des cadres et rendu à la vie civile. Quoique inéligible le général Boulanger avait obtenu le 25 mars, 45.000 suffrages dans l'Aisne, contre 27.000 à M. Paul Doumer et 25.000 à un droitier.

Le 30 mars au matin, abandonnant toute candidature dans l'Aisne, il adressait un appel aux électeurs du Nord, appel où il disait :

« Les derniers événements ont démontré jusqu'à l'évi-

« dence que la Chambre est devenue absolument étran-
« gère aux aspirations du pays. Celui-ci ne la comprend
« pas plus qu'elle n'est elle-même capable de le compren-
« dre ; seul le suffrage universel a qualité pour trancher
« ce différend entre ceux qui ont délivré le mandat et
« ceux qui l'ont reçu.

« A l'impuissance dont l'Assemblée législative est
« atteinte il n'y a qu'un remède : dissolution de la Chambre,
« revision de la Constitution. C'est à ce résultat que
« tendront tous mes efforts. »

Ces deux mots : Dissolution, Revision, allaient être tout le programme de la campagne boulangiste qui troubla si profondément le pays.

Mais l'idée de revision comptait dans la gauche de la Chambre de nombreux partisans : l'occasion leur parut d'autant meilleure que non seulement ils allaient pouvoir se livrer à une manifestation électorale, mais encore atteindre et peut-être renverser le cabinet Tirard, auquel ils reprochaient de ne pas savoir arrêter le « boulangisme » oubliant que c'étaient eux-mêmes qui avaient élevé sur le pavois le général Boulanger.

M. Pelletan et 92 de ses collègues (1) s'empressèrent

(1) MM. Tony Révillon, Desmons, Lafont (Seine), Pichon, Camille Dreyfus, Farcy, Simyan, Pajot, Pressat, Salis, Mesureur, Mathé (Seine), Maillard, Labordère, Georges Périn, Prévérand, Bourneville, Clémenceau, Ducoudray, Mathé (Allier), Camélinat, Achard, Duguyot, Emile Brousse, Calvinhac, Barré, Chantagrel, Prudhon, Henri de Lacretelle, Boullay, Ranson, Lefèvre (Seine-et-Marne), Jules Lasbaysses, Hubbard, Hervieu, Barodet

donc de signer une proposition de revision, fort brève dans ses considérants, plus brève encore dans son dispositif.

Il y a lieu à reviser les lois constitutionnelles, disaient-ils, parce que la Constitution de 1875 a été imposée aux républicains à titre de compromis, elle n'est l'œuvre que de monarchistes. Elle donne à un magistrat électif le rôle d'un souverain constitutionnel, enlevant au pouvoir républicain le caractère impersonnel qu'il doit toujours conserver. En face du suffrage universel, elle place le suffrage restreint en attribuant à ce dernier des pouvoirs supérieurs. Le pays souffre des lenteurs imposées à toutes les réformes, et voyant avorter les efforts de ses représentants, il s'en prend à eux de ce qui n'est que la faute de la Constitution.

Ainsi suppression du Sénat, diminution des pouvoirs du Président de la République, tels étaient les remèdes que proposaient M. Pelletan et ses amis et que M. Clémenceau devait soutenir à la tribune (1).

Vilar, Daniel Lamazière, Hérisson, Charonnat, Peytral, Dubois, Ernest Lefèvre, Henry Maret, Théron, Alfred Michel, Dellestable, Clovis Hugues, Cernesson, Abeille, Andrieux, Lesage, Edm. Turquet, Blatin, Gaulier, Loranchet, Ménard Dorian, Beny Raspail, Brialou, Camille Raspail, Remoiville, Vernhes, Millerand, Basly, Galtier, de Saint-Ferréol, Vernière, Deaudreis, Triystram, Dutailly, René Laffon, Roret, Gaillard (Vaucluse), Lacoste, Sigismond Lacroix, Camille Cousset, Montaut, Yves Guyot, Saint-Martin, Brelon, Leporché, Crémieux, Périllier, Humbert, Colfavru, Labrousse, de Lanessan, Daumas, Beauquier, Borie, Desmons, Magnien, Frébault.

(1) « A côté de la souveraineté nationale représentée ici, il y a la « volonté d'un suffrage innommé qui ne représente rien, qui met à

Tout était prêt pour la bataille. Ce fut un boulangiste, M. Laguerre, qui mit le feu aux poudres.

On était au 30 mars. La Chambre venait de voter pour la seconde fois et avec modifications le budget de 1888 ; il restait quelques heures à peine pour le faire adopter par le Sénat.

M. Laguerre choisit ce moment pour monter à la tribune et prier la Chambre de mettre en tête de son ordre du jour la discussion sur la prise en considération d'une proposition de revision de M. Michelin déjà vieille de plusieurs mois ; même demande émanant d'un bonapartiste, M. Jolibois, auteur lui aussi d'un projet de revision ; M. Baudry d'Asson préférait l'élection d'une Assemblée Constituante, etc... Aussitôt M. Camille Pelletan bondit : il ne veut laisser ni aux césariens, ni aux monarchistes, l'initiative de la revision ; il réclame l'urgence, pour son propre projet. Le feu s'engagea ainsi sur toute la ligne : M. Brisson, M. Rouvier, essayent d'effrayer la Chambre, ils montrent l'ennemi guettant aux portes de la Constitution : est-ce le moment de mettre en question tout l'édifice politique lorsqu'il est audacieusement attaqué et de donner à M. Boulanger cette satisfaction que parce qu'il lui a plu de laisser tomber de ses lèvres le mot revision, la

« néant les décisions que vous prenez au nom de vos commettants. »
(*J. Off.* 30 mars 1888.) « Le salut est dans la souveraineté du peu-
« ple s'exprimant non par un plébiscite menteur, mais par des élec-
« tions périodiques, par des élections libres, à la condition expresse
« qu'aucun pouvoir, homme ou chambre, n'osera se dresser devant
« l'Assemblée du suffrage universel (*id.*). »

Chambre dans les vingt-quatre heures semble se ranger à son avis ? M. Goblet, lui aussi, prétend que l'heure n'est pas favorable. Mais M. Andrieux riposte qu'on ne cesse de demander aux radicaux d'abdiquer, sous couleur d'empêcher la division du parti républicain ; M. Clémenceau rappelle que la Constitution de 1875 a été faite malgré les radicaux, qu'elle est l'œuvre d'une coalition, qu'elle n'a fait que jeter le trouble dans le pays ; il proteste contre les plans plébiscitaires, mais insiste pour que les républicains ne laissent pas à leurs ennemis le soin de faire une Constitution plus conforme aux aspirations démocratiques du pays.

M. Tirard, président du Conseil, est sur ces entrefaites, précipitamment revenu du Sénat ; en quelques mots seulement, il s'oppose « de la façon la plus nette et la plus énergique » à la proposition d'urgence et pose la question de confiance.

L'urgence est prononcée par 268 voix contre 237, le ministère est renversé et pour bien montrer qu'il ne s'agissait que d'une comédie, lorsque quelques instants plus tard, M. Cunéo d'Ornano demande que l'on élise le lendemain la Commission de revision, cette proposition est rejetée par 250 voix contre 150.

Mais l'effet moral était produit : M. Clémenceau et ses amis venaient de montrer qu'ils n'étaient pas de ces parlementaires que dénonçait le général Boulanger et à qui la revision faisait peur. L'effet matériel était également atteint puisque l'on avait préparé au pouvoir l'arrivée de

M. Floquet. La commission de revision des lois constitutionnelles ne fut élue que le 21 avril et elle fut ainsi composée : MM. Achard, président ; Mesureur, secrétaire ; Michelin, Deandreis, Labordère, Baihaut, Larochefoucauld, duc de Doudeauville, Fernand Faure, Tony-Révillon, Bernard Lavergne, Cordier.

Les propositions de MM. Michelin, Jolibois, Gaudin de Villaine, Pelletan furent renvoyées à son examen, ainsi que toutes celles que nous allons voir qui allaient surgir jusqu'à la fin de 1888.

Proposition de M. Wickersheimer.

Le 24 mai 1888, M. Wickersheimer déposait, sans débat, une proposition de revision de la Constitution sur le bureau de la Chambre.

La proposition fut imprimée, distribuée et renvoyée à l'examen de la commission de revision des lois constitutionnelles.

« Toute Constitution qui ne prévoit pas l'époque où elle
« pourra être revisée d'une façon en quelque sorte auto-
« matique — c'est-à-dire sans qu'il soit nécessaire de
« consulter les pouvoirs publics — finit par devenir une
« source de troubles dans le pays. » (Exposé des motifs.)
Aussi la revision, suivant M. Wickersheimer, devrait
être de droit à des dates fixes ; la Constitution fixerait ces
dates.

Le Congrès se réunirait à Versailles avant le 14 juillet et déciderait uniquement qu'une Assemblée Constituante serait élue le 14 octobre 1889. Pour éviter des élections trop répétées la Constituante, une fois son œuvre terminée, exercerait le pouvoir législatif.

Proposition de M. Sourigues.

La proposition de M. Sourigues, déposée le 8 mai 1888, et renvoyée sans débats à la commission de revision des lois constitutionnelles, se composait de deux amendements à la proposition de M. Pelletan.

Le premier amendement tendait à déterminer les conditions auxquelles seraient élus les sénateurs.

Le mode actuel a, d'après M. Sourigues, l'inconvénient de rétrécir les bases de l'élection sénatoriale, d'introduire la politique dans les élections municipales, de permettre une trop facile pression sur les délégués sénatoriaux réunis au chef-lieu du département.

Aussi il propose l'élection par le suffrage universel direct des délégués chargés de nommer les sénateurs : le nombre de ces délégués serait de 10 ou 20 0/0 du nombre des électeurs ordinaires.

Le deuxième amendement vise le travail législatif.

Le Sénat serait tenu de se prononcer dans un délai de trois mois sur tout projet qui lui aurait été envoyé par la Chambre des députés ; si ce projet revenait une seconde

fois devant le Sénat, le délai ne serait que d'un mois. En cas de conflit entre les deux Assemblées on aurait recours à l'un des deux moyens : ou bien le Président de la République dissoudrait celle des deux Chambres qu'il jugerait le plus à propos de soumettre à un renouvellement ; ou bien le Président de la République demanderait au Suffrage universel de trancher par voie de referendum le différend entre les deux Assemblées.

Proposition du général Boulanger.

Le général Boulanger avait été élu le 8 avril par le département de la Dordogne, le 15 avril par le département du Nord, le 4 juin il vint à la Chambre, où il n'avait paru qu'une fois depuis son élection, après avoir fait annoncer sa visite par la presse. Dès le début de la séance, il montait à la tribune pour déposer une proposition de revision des lois constitutionnelles.

Ce fut une des séances les plus tumultueuses de la législature de 1885-1889. Pourtant le général Boulanger ne faisait que lire un exposé des motifs dû à la collaboration de MM. Naquet et Laguerre, disait-on, et qui était la plus virulente des attaques non seulement contre le régime parlementaire tout entier, mais surtout contre la Chambre.

La France, disait-il, répudie hautement la politique de parti : or, c'est l'Eglise opportuniste qui détient le pouvoir depuis douze ans et qui considère la République

comme son bien, comme sa chose. Et pourtant la République ne doit être la propriété de personne ; tous les Français ont des droits égaux à son gouvernement, tous doivent pouvoir s'y sentir chez eux.

La Constitution de 1875, n'est ni républicaine ni démocratique ; elle est oligarchique et parlementaire, elle ne peut pas fonctionner en France, parce que les députés ne servent que des intérêts de coterie au lieu de suivre une politique purement nationale ; parce que les ministres ne sont que les agents serviles des coalitions parlementaires.

« La France se lasse jusqu'au dégoût de ce régime qui « n'est qu'agitation dans le vide, désordre, corruption, « mensonge et stérilité. » Il faut le reformer. Faut-il donner à la République un Président ? Personnellement, le général Boulanger se sentait porté vers la suppression de la Présidence, mais la France concevrait difficilement un Etat sans tête. Comment serait nommé le pouvoir exécutif, président du Conseil suprême ? Serait-ce par le suffrage universel direct comme chez nous en 1848 ? Par le suffrage universel à deux degrés, comme aux Etats-Unis ? Ou par un collège spécial dans le genre de celui qu'avait imaginé M. Thiers ? Ou par un congrès comme aujourd'hui ? La Constituante prononcera.

Le Sénat ne représente rien et ne sert à rien : on peut cependant le garder si on y tient.

Il n'y a qu'un point sur lequel le général Boulanger se prononçait nettement sans hésiter. C'était le rôle du pou-

voir exécutif. Il voulait que le chef du pouvoir exécutif fût responsable devant la nation et les ministres responsables devant lui. Le pouvoir exécutif aurait le droit de s'opposer à la promulgation des lois dues à l'initiative parlementaire, et les fonctions ministérielles devraient être incompatibles avec le mandat législatif.

Le général Boulanger trouvait bon qu'on interrogeât le peuple par voie de referendum chaque fois que s'élèveraient de graves conflits d'opinion. Enfin, il pensait que la constitution renouvelée devait être soumise à la ratification du peuple.

MM. de la Rochefoucauld et Jolibois déclarèrent qu'ils voteraient l'urgence, de même M. Félix Pyat, ancien membre de la commune qui suscita un incident des plus violents. MM. Basly et Clémenceau les combattirent non plus pour des raisons de circonstance, mais au fond même ; M. Clémenceau fit un enthousiaste panégyrique du régime parlementaire :

« Gloire aux pays où l'on parle, honte aux pays où l'on
« se tait ! Si c'est le régime de discussion que vous croyez
« flétrir sous le nom de parlementarisme, sachez-le, c'est
le régime représentatif lui-même, c'est la République sur
qui vous osez porter la main ! »

M. Floquet combattit également non seulement la proposition de revision, mais le général Boulanger lui-même, dans un discours qui eut les honneurs de l'affichage et d'où la solennité n'excluait pas la violence : « A
« votre âge, monsieur le général Boulanger, s'écria-t-il,

« Napoléon était mort ; et vous ne serez jamais que le
« Sièyès d'une constitution mort-née ! »

L'urgence fut repoussée par 359 voix contre 181, et la proposition renvoyée à la commission d'initiative parlementaire (1). Au nom de cette commission, le 17 juillet 1888, M. Lecointre déposait son rapport, tendant à la prise en considération. La proposition fut donc renvoyée, sans débat, à la commission de revision des lois constitutionnelles. Rapportée par M. Tony-Révillon le 14 février 1889, elle fut ajournée indéfiniment par la Chambre.

Proposition de M. Bourgeois (du Jura).

La proposition de M. Bourgeois fut déposée le 16 juillet 1888, et renvoyée sans débat à la commission de revision des lois constitutionnelles (2).

M. Bourgeois justifiait l'urgence de sa proposition en rappelant le mot de Jules Ferry : « On peut parfois en
« politique empêcher les questions de naître ; mais il en
« est qu'il faut résoudre une fois qu'elles sont posées. »

Il affirmait que « notre organisation politique était en
« contradiction avec la nature démocratique de notre
« société, vu que le Sénat, émanation d'un suffrage res-

(1) Cette commission était composée de MM. Paul de Jouvencel, président ; Gillet, secrétaire, Gilbert, Viox, Hausson, Galpin, Pajot, Jacquier, Michou, Compayré, Suquet, Ceccaldi, Munier, Rabier, Duchesne, Dellisse, Vitay, Gomot, Doumer, Bourlier, Lecointre, Paillard, Ducléré.

(2) Voir rapport Tony-Révillon (page 34),

« treint, a toujours le droit, dont il use, de tenir en échec
« la Chambre, issue du suffrage universel direct, base
« essentielle de notre droit démocratique. »

La revision, quoique M. Bourgeois penchât plutôt pour une Assemblée constituante, ne peut résulter que d'une entente préalable entre le Sénat et la Chambre, délibérant séparément, cette entente devant se faire non seulement sur la déclaration qu'il y a lieu à revision, mais encore sur les articles à reviser et sur le sens nettement déterminé dans lequel ils devront être revisés. L'idéal de M. Bourgeois serait un Sénat élu au suffrage universel, avec certaines conditions d'âge pour l'électorat et l'éligibilité : mais, disait-il, pour la revision nous avons besoin du Sénat et il n'est pas permis d'espérer que celui-ci consentirait à une telle réforme, aussi son projet tendait seulement à transformer le Sénat en une Assemblée simplement consultative sous le nom de Conseil de législation. Ce Conseil donnerait son avis sur tous les projets votés par la Chambre à laquelle ils seraient ensuite renvoyés et qui sous sa responsabilité devant le pays, statuerait définitivement. Les membres de ce Conseil, au nombre de deux cents, seraient nommés pour neuf ans par la Chambre des Députés ; ils seraient renouvelables par tiers et rééligibles.

« En vue d'affirmer l'entente qui doit exister entre la législature et l'exécutif », ce serait le Président du Conseil des Ministres qui présiderait le Conseil de législation. On éviterait ainsi « les graves inconvénients d'une
« seconde Chambre pour n'en conserver que les avanta-

« ges ; entre autres la maturité de la discussion des lois,
« qui seraient sagement élaborées sous le contrôle d'un
« Conseil éclairé dont l'autorité s'imposerait d'autant plus
« à la Chambre qu'elle en redouterait moins les écarts. »

La Chambre des Députés seule nommerait le Président de la République, seule elle déclarerait qu'il y a lieu à revision, seule aussi elle y procéderait ; mais le Président de la République aurait le droit de demander deux délibérations sur le vote de la revision. Cette extension des attributions de la Chambre entraînerait forcément la nécessité de lui donner une plus grande stabilité ; aussi, la durée de son mandat serait-elle de six ans. Mais elle se renouvellerait par tiers tous les deux ans et ces renouvellements auraient l'avantage de la maintenir au niveau de l'opinion par l'accession de membres nouveaux ou retrempés dans le suffrage universel. Le mode de scrutin figurerait dans la Constitution ; ce serait le scrutin par arrondissement.

Le Président de la République n'aurait pas le droit de dissolution, et ce serait une commission de vingt-cinq membres qui aurait le droit de convoquer le Parlement pendant les intersessions.

Pour résumer d'un mot la portée de cette revision, elle avait pour but et aurait pour résultat « de ramener l'apaise-
« ment dans notre démocratie et de la soustraire à des
« faciles et dangereuses agitations, en assurant au
« suffrage universel la prépondérance légitime qu'il doit
« avoir dans la direction de nos affaires publiques. »

Projet de M. Floquet.

M. Floquet, qui avait constitué son cabinet le 3 avril, à la suite d'un vote qui déclarait urgente la revision de la Constitution, obtenait facilement des radicaux l'ajournement de leur programme sur ce point.

Il disait, dans sa déclaration ministérielle : « Le Gouvernement vous demandera de s'en rapporter à lui du « soin d'indiquer le moment favorable et de préparer « l'entente nécessaire, entre les deux assemblées. » (3 avril.)

Le 19 avril, répondant à une interpellation de M. Jumel, il demandait à la Chambre « d'attendre le moment où la « revision ne serait plus le piège tendu par les monarchistes ou le manteau troué de la dictature. »

Le 2 juin, devant la Commission de revision, il faisait la déclaration suivante : « Le Gouvernement pense que « cette heure n'est pas encore venue : il déclare, dès à « présent, qu'il n'accepterait pas de suivre la Commission sur une proposition de revision votée par les voix « réunies de la droite, des néo-césariens et seulement « d'une minorité du parti républicain. »

Enfin, sous la poussée de l'opinion publique, bien qu'il s'en défendit, et pressé par les radicaux, M. Floquet déposa le 15 octobre 1888, au nom du Gouvernement, un projet de revision de la Constitution.

Dans une longue exposition le Gouvernement expliquait que, les ennemis de la République ayant emprunté le mot de revision pour en faire leur plateforme, la question s'était posée devant l'opinion de telle sorte qu'elle ne pouvait plus être éludée :

D'accord avec la Constitution, le Ministère n'admettait pas que les deux Chambres, par des résolutions identiques votées séparément, aient le droit de limiter le pouvoir de l'Assemblée Nationale, de mesurer l'étendue de ses attributions, de fixer d'avance son ordre du jour, néanmoins le Gouvernement s'engageait à soutenir certains points devant le Congrès.

Le pays se plaint, disait l'Exposé des motifs, de la lenteur de l'élaboration législative qui arrête ou retarde indéfiniment la réalisation des réformes, il se plaint que les Assemblées absorbées par les préoccupations politiques ne puissent suivre avec assez d'attention d'autres questions qui engagent cependant les intérêts vitaux de la société ; qu'il soit difficile par des élections purement politiques de faire pénétrer en assez grand nombre dans les Assemblées les hommes les plus compétents dans chaque connaissance, les plus exercés dans le maniement des grands intérêts matériels du pays ; il se plaint enfin de la fréquence des crises ministérielles qui compromet l'œuvre administrative.

Les causes principales sont : l'obligation de faire subir à tous les projets de lois une préparation identique par deux Assemblées différant d'origine et de tempérament ;

le renouvellement intégral de l'une des Chambres qui fait tomber en annulation, au moment où cette Chambre disparaît, toutes les œuvres qu'elle avait entreprises.

Le Ministère résumait ainsi son projet :

1° Une Chambre des représentants élue par le suffrage universel direct, se renouvelant par tiers tous les deux ans, ce qui permettrait de supprimer le droit de dissolution et celui d'ajournement ;

2° Un Sénat choisi par le suffrage universel à deux degrés avec des conditions spéciales d'âge et d'éligibilité, ayant une autorité de contrôle sur l'ensemble des lois, et se renouvelant par tiers tous les deux ans, aux mêmes périodes que la Chambre des représentants.

3° Des ministres nommés par le Président de la République pour la durée de la période du renouvellement législatif, et pouvant toujours être maintenus par lui dans leurs fonctions. Ces ministres étant responsables devant la Chambre des représentants qui peut les mettre en accusation devant le Sénat et qui peut aussi réclamer leur renvoi par une déclaration formelle qu'ils ont perdu la confiance de la nation, conformément à la procédure prescrite par l'article 28 de la loi du 24 avril 1791.

4° Un Conseil d'Etat désigné par le Sénat et la Chambre des représentants, ayant un rôle consultatif dans la préparation, la discussion et la rédaction des lois au point de vue juridique, et renfermant des sections plus spécialement chargées d'éclairer les Assemblées par des avis officiels sur les grandes questions d'affaires touchant aux

intérêts du travail, de l'industrie, du commerce, des arts et de l'agriculture.

Ce projet fut froidement accueilli à la Chambre, aussi bien par les radicaux que par le centre. M. Floquet se borna à en demander le renvoi à la Commission de revision déjà existante, sans même solliciter l'urgence.

M. Andrieux demanda la nomination d'une Commission spéciale, il fut battu, puis l'obligation pour la Commission de déposer son rapport dans un délai de quinze jours, il fut encore battu. Il n'y avait pour les adversaires de la revision qu'à faire toutes réserves sur le fond et à voter ce renvoi, lequel ne tirait pas à conséquence ; une méprise de M. Ribot dénatura le caractère du vote ; l'honorable député s'en prit vivement à M. Floquet, l'accusant en quelque sorte de trahir son parti : M. Floquet releva habilement le gant et posa la question de confiance sur le renvoi qu'il avait demandé ; il y eut à la fois surprise et confusion sur le vote ; 299 voix contre 167 (1) se prononcèrent pour le renvoi à la Commission de revision, demandé par le Gouvernement (2).

Proposition de M. Dugué de la Fauconnerie.

Le 16 octobre 1888, par une proposition de résolution, M. Dugué de la Fauconnerie demandait que la dissolution de la Chambre précédât la revision.

(1) La majorité était toute républicaine, la minorité comptait 151 droitiers, 7 boulangistes et 9 républicains, le centre (89 voix) s'était abstenu.

(2) Voir plus loin le rapport de M. Tony-Révillon (p. 34).

Il faisait valoir qu'un Parlement que l'on veut transformer par des institutions nouvelles ne peut lui-même procéder à la transformation des institutions existantes. Par de nouvelles élections, la nation ferait connaître quelle est sa volonté en matière de revision.

L'urgence fut refusée à la proposition de M. Dugué de la Fauconnerie, et le 27 octobre, au nom de la Commission d'initiative parlementaire, M. Lecomte concluait à la non-prise en considération, parce que, disait-il, la proposition de M. Dugué de la Fauconnerie doit être interprétée comme étant une proposition de dissolution sous une forme indirecte ; or le droit de dissolution est une prérogative réservée au Président de la République. Rapportée par M. Tony-Révillon le 14 février 1889, elle fut indéfiniment ajournée par la Chambre.

Proposition de M. Anatole de la Forge.

La proposition que M. Anatole de la Forge déposa le 20 octobre 1888, était identiquement semblable à celle qu'il avait déjà déposée le 30 juin 1884.

Il demandait à ce que la revision fût limitée au paragraphe 2 de l'article 8 de la Constitution de 1875 et que ce paragraphe fût modifié comme il suit : « Après que
« chacune des deux Chambres aura pris cette résolution,
« une Assemblée Nationale Constituante sera élue par
« le suffrage universel pour procéder à la revision. »

La proposition sans débat, fut renvoyée à la commission de revision.

Rapportée par M. Tony-Révillon le 14 février 1880, elle fut indéfiniment ajournée par la Chambre.

Proposition de M. Colfavru.

La proposition de M. Colfavru fut déposée le 27 octobre 1888. Pour M. Colfavru, le vice capital de la Constitution de 1875, c'est le dogme de l'irresponsabilité du Pouvoir exécutif et son droit d'ingérence, par l'organe des ministres, dans l'exercice du pouvoir législatif qui se trouve ainsi sous sa dépendance. L'instabilité ministérielle découle forcément de cette anarchie ministérielle.

« C'est là ce qu'on appelle le régime parlementaire, « régime fait de confusion, de compromissions et de duplicité, naturel et nécessaire à un gouvernement monarchique, royauté, empire ou dictature, mais qui n'a « aucun rapport avec le régime représentatif, seul organisme qui convienne à la souveraineté nationale exprimée par le suffrage universel. » Aussi M. Colfavru voulait donner comme base à la Constitution les garanties suivantes contre tout retour du pouvoir personnel :

1° Suprématie absolue du Pouvoir législatif, seul directeur de la politique nationale. 2° Pouvoir exécutif attribué à un agent ou à des agents chargés exclusivement de l'exécution des lois et des décisions du Pouvoir législatif ;

3^e Responsabilité déterminée et effective de tous les fonctionnaires sans exception. Il demandait donc à introduire dans la Constitution les modifications suivantes : L'agent ou les agents du Pouvoir exécutif, élus par l'Assemblée nationale, sont responsables vis-à-vis les représentants directs de la nation. Ils choisissent sous leur responsabilité et révoquent les ministres qui sont individuellement responsables et ne peuvent faire partie du Parlement. Les ministres sont entendus par le Pouvoir législatif toutes les fois qu'ils le demandent et celui-ci les appelle dans son sein lorsqu'il le trouve convenable.

Sans débats, la proposition de M. Colfavru fut renvoyée à la Commission de revision.

Rapportée par M. Tony Révillon, le 14 février 1889, elle fut indéfiniment ajournée par la Chambre.

Rapport de M. Révillon.

Le 9 février 1889, la Commission de revision ayant terminé ses travaux, M. Tony Révillon déposa son rapport. Ce rapport visait les propositions de MM. Michelin et Planteau (7 décembre 1886), Jolibois (21 novembre 1887), Gaudin de Villaine et Liais (12 janvier 1888), Pelletan (30 mars 1888), Wickersheimer (24 mai 1888), Sourigues (28 mai 1888), général Boulanger (4 juin 1888), Bourgeois (du Jura) (16 juillet 1888), Floquet, au nom du gouvernement (15 octobre 1888), Dugué de la Faucon-

nerie (16 octobre 1888), Anatole de la Forge (20 octobre 1888), Colfavru (27 octobre 1888).

M. Tony Révillon, après un compte rendu sommaire de chacune de ses propositions, faisait connaître les points spéciaux qui avaient été discutés à la Commission. Celle-ci n'avait en réalité à se prononcer que sur une formule : « Y a-t-il lieu à reviser les lois constitutionnelles ? » Elle avait répondu oui ; mais, cette réponse était accompagnée d'un assez long exposé des motifs dans lequel elle faisait connaître son avis sur différents points à reviser.

C'est ainsi que la Commission réclamait la revision par une Constituante parce que « seule, disait-elle, une « pareille Assemblée, s'inspirant directement de la volonté « des électeurs, aura la force et l'autorité nécessaires pour « faire une œuvre durable. »

C'était en contradiction avec le projet du Gouvernement qui demandait la revision par le Congrès.

De plus, la Commission se prononçait nettement contre l'opinion du Gouvernement au sujet de la nomination des ministres.

« Votre Commission, ennemie de tout ce qui peut rappeler les Constitutions Impériales, croit que le pouvoir exécutif nommé par le Parlement, doit toujours être responsable devant lui. »

Et elle ajoutait aussi. « Une Chambre unique est la condition indispensable à une politique de réformes sérieuses. »

C'étaient donc bien des désaccords avec le projet gouvernemental ; mais, comme les motifs d'un rapport ne se mettent pas aux voix, on pouvait, en définitive, se trouver d'accord sur la formule, sans l'être sur le fond, sans surtout que l'on pût en tirer aucune indication sur la question de confiance qui allait se poser au cours du débat. Le 11, à 24 voix de majorité, on avait voté le scrutin uninominal.

La discussion s'ouvrit le 14 par une motion de M. de Mackau, au nom de la droite, tendant à ajourner le débat à huitaine, pour permettre au Cabinet de conseiller à M. le Président de la République de dissoudre la Chambre « avant de lui laisser aborder une tâche aussi vaste. » M. Floquet répondit en peu de mots qu'il ne donnerait point de semblable conseil et 363 voix contre 175 repoussèrent la tentative dilatoire de M. de Mackau.

A ce moment M. de Douville-Maillefeu quitta son banc de la gauche radicale pour monter à la tribune et en termes fantaisistes, suivant son habitude, il déclara qu'à son avis le cabinet faisait de la politique d'amour-propre ; qu'en fait, sinon en droit, la période électorale était déjà ouverte ; que le moment était mal venu de poser de tels problèmes, surtout si l'on voulait bien se rappeler qu'une infime minorité des députés avait seule parlé de revision aux élections générales de 1885 ; qu'enfin, il n'y avait pas deux personnes d'accord sur le genre de revision qu'il convenait d'accomplir, et que mieux valait à coup sûr, attendre que le peuple souverain eût bien

voulu doter la Chambre d'une majorité sur cette question comme sur tant d'autres. Ces paroles furent dites sous une forme tellement enjouée qu'on ne prit pas garde à la conclusion. M. de Douville-Maillefeu demandait l'ajournement indéfini du débat. M. Floquet se borna à répondre, de sa place, que le Cabinet s'en tenait à la décision précédemment prise par la Chambre de discuter la question le jour même. On procéda au vote : l'ajournement fut voté par 307 voix contre 218 (1). M. Floquet annonça aussitôt, au milieu d'une stupéfaction et d'une émotion générales, qu'il allait remettre la démission du Cabinet au Président de la République.

Il est curieux de rappeler qu'il y avait un an à peine, la même Chambre qui votait l'ajournement indéfini de la revision avait renversé M. Tirard parce qu'il s'opposait à l'urgence.

(1) Dans ces 307 voix, il y avait 137 voix républicaines, 170 de droite.

CINQUIÈME LÉGISLATURE

Proposition de M. Maujan.

Les élections générales avaient été un échec formidable pour le parti boulangiste et les électeurs s'étaient sans contestation possible prononcés contre la revision que les boulangistes réclamaient comme indispensable.

Cela n'empêcha pas un député radical, M. Maujan, de déposer, malgré les conseils de ses amis, à la première séance de la législature, le 19 novembre 1889, une proposition de revision, très brève dans son exposé des motifs, mais qu'il fut amené à développer à la tribune.

Sa thèse était celle-ci : une réforme qui porte sur la revision de la Constitution doit, toujours être présentée au début d'une législature, alors que la politique n'est pour ainsi dire pas encore engagée et surtout quand on estime comme lui que cette réforme est le point de départ de toutes les autres.

M. Naquet seul fut de l'avis de M. Maujan.

M. de Cassagnac, M. Millerand, M. Tirard, président du Conseil, combattirent l'urgence :

M. Millerand et M. Tirard estimaient qu'une telle dis-

cussion ne pouvait aboutir qu'à diviser le parti républicain alors qu'il avait surtout besoin de rester uni.

L'urgence fut repoussée par 345 voix contre 123.

La proposition de M. Maujan ne signalait aucune modification à apporter à la Constitution. L'auteur exposait simplement que la Chambre et le Sénat ayant une fois décidé qu'il y avait lieu à revision, il entendait soutenir devant le Congrès que cette revision ne pourrait être faite que par une Constituante. Au nom de la Commission d'initiative parlementaire, M. Maxime Lecomte déposa son rapport le 31 mai 1890.

Il concluait à la prise en considération parce que, disait-il, beaucoup de membres de l'Assemblée, tout en n'étant pas d'avis de l'urgence de la proposition, en étaient partisans au fond et convaincus de la nécessité de faire, comme le disait M. Maujan, « entre républicains, une revision républicaine ».

Proposition de M. de Gasté.

Le 16 mai 1890 M. de Gasté déposait une proposition de résolution assez originale en ce sens que, le premier au Parlement, il demandait l'accession des femmes au vote et à l'éligibilité. Il y voyait deux raisons : une question de justice: « Il est certain, disait-il, que les hommes étant
« seuls à faire les lois ont trop souvent négligé les inté-
« rêts légitimes de la femme », et il prenait argument de

l'interdiction de la recherche de la paternité ; et une question d'humanité, parce que la contribution de la femme au Gouvernement de la Société aurait pour résultat d'abolir la guerre entre les peuples.

M. de Gasté demandait en outre qu'il ne fût plus permis aux sénateurs et aux députés d'exercer d'autres fonctions que celles de députés et de sénateurs et à leur retirer le droit de nommer le Président de la République parce que, disait-il, « le système actuel a l'inconvénient de donner « intérêt aux députés et aux sénateurs à augmenter le « nombre et les appointements des fonctions auxquelles le « Président de la République peut les appeler et le Président de la République nommé par eux a le même intérêt. »

Il proposait de faire élire le Président de la République par une assemblée composée d'autant de membres qu'il y a de députés et de sénateurs, nommés spécialement à cet effet de la même manière que les députés et sénateurs, mais ne pouvant être pris par eux.

M. de Gasté voulait enfin voir réduire à trois cents le nombre des députés et sénateurs (200 députés, 100 sénateurs), à quarante ans accomplis l'âge de l'éligibilité et faire élire les sénateurs seulement par les délégués des conseils municipaux spécialement nommés pour cette élection.

Le 28 juin 1890, au nom de la cinquième commission d'initiative parlementaire, M. Engeraud déposait son rapport sur la proposition de M. de Gasté.

Il s'élevait contre les restrictions que M. de Gasté vou-

lait apporter aux mandats de député et de sénateur. « Leur refuser le droit de concourir aux travaux du Conseil général ou du Conseil d'arrondissement, ce serait mettre dans l'impossibilité de se dévouer aux questions locales des citoyens rompus aux affaires et que leur situation parlementaire peut en quantité de circonstances armer d'une influence légitime pour faire valoir auprès des pouvoirs publics les intérêts vitaux de leur département. »

M. Engerand déclarait qu'en outre il n'était pas possible de réduire le nombre des sénateurs et des députés parce qu'il faudrait se livrer à un remaniement complet des circonscriptions électorales qui, entendues dans des conditions inacceptables, verraient des intérêts parfois contradictoires remis entre les mains d'un seul représentant.

Enfin, pour l'admissibilité des femmes, l'éducation, les mœurs, les habitudes de notre pays s'y opposent, disait la Commission.

Pour tous ces motifs, le rapporteur concluait à la non-prise en considération de la proposition de M. de Gasté.

Proposition de M. Castelin.

Le 7 juin 1890, MM. André Castelin, Francis Laur et Laisant déposaient un projet de résolution tendant à la revision des lois constitutionnelles dans le but de suspendre le pouvoir législatif en temps de guerre.

Ils estimaient qu'en raison de ce qu'une partie des membres du Parlement auraient rejoint leurs régiments et de ce qu'il serait impossible selon eux de les remplacer, les pouvoirs du Parlement tout entier devraient être suspendus pour être exercés par le pouvoir exécutif.

Voici le texte qu'ils avaient l'intention de proposer à l'Assemblée nationale :

« Article premier. — Pendant la durée de la guerre, les
« pouvoirs législatifs sont suspendus.

« Article 2. — Le Président de la République et les
« ministres pourvoient à la défense du pays et à son
« Gouvernement sous leur responsabilité, conformément
« à l'article 6 de la loi du 25 février 1875, et à l'article 12
« de la loi du 16 juillet 1875.

« Article 3. — Huit jours après la fin des hostilités, ou
« après une suspension d'armes, les Chambres se réunis-
« sent et examinent les actes du Gouvernement et du
« pouvoir exécutif.

« Les marchés, emprunts et autres actes d'administra-
« tion doivent être ratifiés par une loi. »

Le 5 juillet 1890, au nom de la sixième Commission d'initiative parlementaire, M. Royer (Aube) déposait son rapport.

« L'absence d'une partie des membres du Parlement ne saurait à nos yeux motiver une concentration de pouvoirs constituant une véritable dictature que l'état de guerre ne paraît pas davantage justifier et qui pourrait mettre en péril nos libertés publiques. »

Et la Commission concluait au rejet de la proposition.

Proposition de M. Camille Dreyfus.

MM. Camille Dreyfus, Pajot, Leygue (Haute-Garonne), Camille Raspail, Basly, Baudin, déposaient le 19 mars 1891 une proposition de résolution relative à la revision des lois constitutionnelles.

Leur exposé des motifs se bornait à rappeler que lors des discussions sur l'urgence de la proposition de M. Maujan et sur le rapport de M. Lecomte, il était apparu que beaucoup de membres de l'Assemblée ainsi que la majorité de la commission, tout en n'étant pas d'avis de l'urgence de la proposition, en étaient partisans au fond.

M. Dreyfus et ses collègues n'avaient d'autre but que d'appeler à nouveau l'attention de la Chambre sur la question de la revision.

Proposition de M. de Gasté.

Le 27 avril 1891, M. de Gasté déposait à nouveau la même proposition qu'il avait déjà soumise à la Chambre le 6 mai 1890. Ses conclusions étaient identiques mais dans l'Exposé des motifs il insistait plus particulièrement sur ce fait qu'une majorité républicaine existant à la Chambre et au Sénat, favorable à la revision, il lui était facile, si elle le voulait, de l'accomplir.

Proposition de M. Paulin Méry.

Le 28 avril 1891, dans un très bref Exposé des motifs, M. Paulin Méry demandait à la Chambre d'adopter la proposition de résolution suivante :

« Article premier. — La Chambre décide qu'il y a lieu
« de reviser les lois constitutionnelles.

« Article 2. — La nouvelle Constitution sera élaborée
« par une assemblée spéciale élue à cet effet.

« Article 3. — Elle ne pourra être promulguée qu'après
« avoir été acceptée par le peuple consulté par voie de
« referendum. »

Proposition de M. Gauthier de Clagny.

Le 30 décembre 1891, alors qu'entre le Sénat et la Chambre se produisait le conflit presque annuel à propos du budget, M. Gauthier de Clagny, en prenant argument, déposait une proposition de revision.

Il faisait valoir les inconvénients de la situation avec beaucoup de force, dans son Exposé des motifs. En créant deux Chambres dotées de droits égaux, disait-il, exerçant des attributions identiques, la Constitution de 1875 soumet le budget annuel à des délibérations multiples et contradictoires ; cette organisation aboutit fatalement à l'impuissance ou au conflit. Depuis dix ans, ajou-

tait-il, le Sénat a dû procéder à l'examen du budget dans un délai variant entre sept et dix-neuf jours ; tantôt il a accepté sans discussion l'œuvre de la Chambre et son contrôle a été purement illusoire, tantôt il a revendiqué l'exercice de ses prérogatives constitutionnelles et abordé la discussion budgétaire avec toute l'ampleur qu'elle comporte, il a alors arrêté le vote du budget et rendu nécessaire l'expédient des douzièmes provisoires.

Il y a là un vice organique qui doit frapper tous les esprits, le mal réside non dans les hommes, mais dans l'organisation défectueuse de nos pouvoirs publics. Il faut y porter remède.

Mais ce, ou ces remèdes, M. Gauthier de Clagny ne les indiquait pas, il se bornait simplement à des critiques. Il réclama l'urgence en faveur de sa proposition, mais son éloquence pourtant si nette et si habilement incisive ne put convaincre la Chambre, elle se rallia à l'avis du Gouvernement, représenté par M. Yves Guyot, ministre des Travaux publics et l'urgence fut repoussée par 254 voix contre 167.

Proposition de M. Pierre Richard.

MM. Pierre Richard et Paulin Méry présentaient le 14 janvier 1892 une proposition de résolution tendant à la revision. Notre Constitution, disaient-ils, est une constitution monarchique, elle était la clef avec laquelle les

monarchistes comptaient ouvrir au roi les portes du Gouvernement français. La tentative du 16 mai en est la meilleure preuve.

Malheureusement les directeurs de la politique républicaine se sont accoutumés à ces institutions, parce qu'elles leur donnaient la majorité à la Chambre et parce qu'ils entrevoyaient le moyen d'en faire entrer une au Sénat. Quand cette majorité fut acquise, ils n'eurent plus qu'une préoccupation, la conserver.

Or, si les peuples s'agitent et accomplissent les révolutions, ce n'est pas pour amener au pouvoir trois ou cinq cents hommes nouveaux, c'est pour provoquer un état de choses différent.

Or, l'état de choses n'a pas changé, puisque nous vivons sous une Constitution établie par les monarchistes les plus impopulaires.

Le peuple réclama alors la revision ; en 1881, en 1885, il envoya siéger à la Chambre un nombre considérable de revisionnistes. Ils furent ou devinrent impuissants et se vengèrent en frappant l'homme qui avait accepté la terrible mission de se faire l'instrument du mécontentement et des revendications populaires (c'est au général Boulanger qu'il était fait allusion). Mais en 1889, c'est 346 représentants revisionnistes que le peuple a envoyés siéger à la Chambre. Ils ne voudront point toujours faillir à leurs engagements, quoique par deux fois ils l'aient déjà fait, en repoussant la revision en novembre 1889 et décem-

bre 1891. Sinon ils justifieraient ce que commencent à demander certains modérés : la dissolution.

« Nous réclamons la revision par une Constituante.
« Alors la République cessera d'être un parti. Elle devient
« dra pour tout le monde le Gouvernement national et
« incontesté de la France. »

Au nom de la vingtième Commission (1) d'initiative parlementaire M. Martineau déposa son rapport sommaire le 5 mars 1892.

Sans examiner si les moyens proposés par MM. Pierre Richard et Paulin Méry étaient les meilleurs de tous, sans examiner même s'il convenait réellement de reviser les lois constitutionnelles, la Commission concluait à la prise en considération.

(1) MM. Couturier, président, Martineau (Seine), secrétaire, Gaston Galpin, Lechevallier, Viox, Cordier, Martinon (Creuse), Louis-Auguste Boyer, Borie (Corrèze), Coudreux, du Saunay, Henri Ricard (Côte-d'Or), Doumer, comte de Lanjuinais, Trélat, Emile Moreau, Guillemet, Adolphe Turrel, Lebon, Arthur Legrand (Manche), Letellier, Prénat.

SIXIÈME LÉGISLATURE

Proposition de M. Bourgeois (du Jura).

La proposition de M. Bourgeois, déposée le 25 novembre 1893, différait notablement de celle qu'il avait déjà déposée à la Chambre en 1889.

Ses considérants étaient pourtant toujours les mêmes. Pour lui le Sénat était resté un obstacle à la souveraineté du suffrage universel, soit qu'il modifiât profondément les lois que lui envoyait la Chambre et qui n'étaient que l'expression de la volonté populaire, soit qu'il retardât indéfiniment leur vote par les lenteurs de sa procédure. Il faudrait qu'au droit de veto absolu que possède le Sénat le Congrès de revision substituât un droit de veto suspensif.

« Tout projet, disait-il, émanant de l'initiative parlementaire, sera promulgué, tel qu'il aura été voté
« par la Chambre des députés, six mois après que ce
« vote aura été émis, si dans l'intervalle il n'a pas été, de
« la part du Sénat, l'objet d'une opposition se produisant
« par voie du rejet pur et simple ou de renvoi avec amendement. »

Et il expliquait que la Chambre, organe direct de la volonté nationale, devait avoir le droit exclusif de dire quelle était cette volonté, tandis que le Sénat à qui incombe le souci des formes traditionnelles ne doit avoir qu'un simple contrôle sur l'expression de cette volonté. Dans son projet en 1888 M. Bourgeois se montrait encore plus sévère pour le Sénat puisqu'il n'en faisait suivant sa propre expression qu'un conseil de législation, qu'il le faisait nommer par la Chambre et présider par le Président du Conseil des ministres, c'était donc une grande concession que de lui conserver son mode d'élection.

Cette concession ne parut pourtant pas suffisante à la commission d'initiative (1) qui eut à examiner le projet de M. Bourgeois. M. Coudreuse, en effet, dans son rapport, discuta au fond le projet de M. Bourgeois et déclara que son adoption constituerait un réel péril.

Ne serait-ce pas supprimer en fait les pouvoirs législatifs du Sénat que de délimiter le temps qui lui serait accordé pour étudier, discuter et voter les lois qui lui viendraient de la Chambre ?

Est-il besoin, ajoutait-il aussi, de faire remarquer que de son côté, la Chambre a reçu du Sénat des projets qui

(1) Cette commission était composée de MM. Montaut (Seine-et-Marne), président : Plichon, secrétaire ; Chavoix, Brunet, Fougeirol, Rameau, Chaudey, Coudreuse, Laroze, Vogeli, Ernest Lafont, comte de Colbert-Laplace, Lhopiteau, Chabrié, Louis Million, Léon Talon, Emile Rey (Lot), Magnien, Mesureur, Thonion, du Périer de Larsan, Codet.

n'ont pas été examinés par elle au cours de la dernière législature ?

Par ces motifs, la Commission repoussait la prise en considération de la proposition de M. Bourgeois.

A noter que M. Bourgeois était resté fidèle à la doctrine de la revision d'avance limitée à certains points par un accord des majorités de la Chambre et du Sénat.

La prise en considération de la proposition de M. Bourgeois fut repoussée par 326 voix contre 215.

Proposition de M. Naquet.

Le 10 mars 1894, au milieu du grand débat qui s'institua sur la revision de la Constitution, M. Naquet déposa une proposition qu'il défendit à la tribune (1).

Dans son exposé des motifs il s'attachait surtout à la critique de la Constitution de 1875 et faisait valoir les raisons pour lesquelles la revision lui semblait des plus urgentes ; dans son discours, il exposait la nouvelle Constitution telle qu'il entendait la proposer au Congrès, nous l'étudierons plus loin. Dans son exposé des motifs il dit :

1° Notre système politique ne peut donner de gouvernement stable qu'au prix de l'indépendance des représentants du pays et ne peut sauvegarder cette indépendance qu'en sacrifiant la stabilité gouvernementale. 2° Placer

(1) Voir proposition Goblet, plus loin.

les ministres sous l'autorité absolue des députés, c'est faire naître de la part de ces derniers une ingérence dans l'administration, dont elle doit nécessairement souffrir. 3^o Dire aux membres du parlement : « renversez les ministres et vous les remplacerez », c'est créer méthodiquement le gâchis. 4^o Créer deux Chambres issues de corps électoraux différents, avec des attributions identiques, c'est engendrer un conflit perpétuel.

Ces maux sont évidents et il appartient à une nouvelle Constitution d'y remédier. Il faudra entourer cette Constitution de conditions de nature à garantir les électeurs contre une surprise et un abus de pouvoir. Car si les lois ordinaires engagent les citoyens entre eux et envers l'Etat et que l'Etat ait toujours la force suffisante pour faire respecter de tels engagements, il n'en est pas de même des lois constitutionnelles qui engagent l'Etat lui-même vis-à-vis des citoyens, sans recours contre l'abus de pouvoir.

C'est ainsi que la plupart des Constitutions contiennent des principes de droit individuel tellement supérieurs qu'ils s'imposent au respect de l'Etat.

(Constitution de 1791 et 1793, Charte du 4 juin 1814, Constitution belge, fédérale suisse, de l'Autriche, de l'Espagne, du Portugal, de l'Italie, de la Grèce, de la Roumanie, etc.) Pour qu'une Constitution s'impose au respect de tous il faut qu'elle soit l'œuvre d'une Constituante et qu'elle soit ensuite sanctionnée directement par le suffrage universel.

M. Naquet déposait la proposition de résolution suivante :

« Considérant qu'une revision intégrale de la Constitution est nécessaire.

« Que cette revision ne peut produire son effet que si elle est l'œuvre d'une Constituante :

« Mais considérant que ce mode de revision doit être précédé de la revision de l'article 8 de la loi du 25 février 1875... »

Rapportée le 22 mai 1894, par M. Paul Samary au nom de la cinquième Commission d'initiative parlementaire qui concluait pourtant à la prise en considération, la proposition de M. Naquet ne fut pas discutée à la Chambre.

Proposition de M. Michelin.

A la même séance du 10 mars 1894, MM. Michelin, Cluseret, Le Senne, Paulin Méry, Argeliès, déposaient eux aussi une proposition de revision, mais M. Michelin ne prononça à la tribune que quelques mots en vue de demander l'urgence et c'est dans l'exposé des motifs seul qu'il faut rechercher les tendances des cinq députés socialistes revisionnistes.

Les lois constitutionnelles de 1875 ont, disent-ils, établi sous le nom de la République, un régime oligarchique qui est en contradiction avec l'esprit démocratique

de la nation. Elles n'ont apporté aucun changement au système administratif de la France qui est encore basé sur la centralisation excessive de l'an VIII. Elles établissent la confusion entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif puisque les ministres peuvent être membres du Sénat ou de la Chambre et elles ne consacrent pas efficacement la responsabilité ministérielle puisqu'elles ne sanctionnent pas la responsabilité civile des ministres et des fonctionnaires. Elles établissent la confusion entre le pouvoir constituant et le pouvoir législatif puisqu'elles donnent à ce dernier le droit de les modifier et de les reviser. Le pouvoir législatif est mal défini, et le Sénat a pu s'arroger en matière de finances les mêmes droits que ceux qui appartiennent à la Chambre des représentants des contribuables.

« Le Sénat, rouage inutile, issu du suffrage restreint,
« a les mêmes pouvoirs que la Chambre issue du suffrage
« universel. »

Le Président de la République n'est soumis à aucune responsabilité et de plus, le pays reste étranger à sa nomination qui est abandonnée au Congrès et qui est livrée à tous les compromis et à toutes les intrigues parlementaires.

Ce régime a conduit la France au déficit et à un accroissement continu des charges qui pèsent sur les contribuables. Ce qui caractérise ce régime, dit parlementaire, c'est la confusion de tous les pouvoirs, c'est l'irresponsabilité réelle du pouvoir exécutif et son droit d'ingérence

dans l'exercice du pouvoir législatif qui se trouve dans la complète dépendance du premier.

La Constitution est donc tout entière à faire. « La
« souveraineté s'exerce et ne se délègue pas. En consé-
« quence, puisqu'en République le souverain c'est le
« peuple, il doit exercer lui-même le pouvoir constituant
« et le pouvoir législatif au moyen du referendum ; c'est-
« à-dire du vote direct. »

Dans le Gouvernement direct du peuple par le peuple, toutes les lois devraient être préparées par les députés ou mandataires pour être ensuite votées directement par le peuple dans ses assemblées organisées par communes ou sections de communes. En outre le peuple élirait directement le pouvoir exécutif, confié à un seul ou à plusieurs citoyens, ainsi que le pouvoir judiciaire et tous les fonctionnaires chargés d'appliquer, au nom du peuple français, les lois votées par lui-même.

Voilà la vérité démocratique et républicaine : autrement le peuple n'est pas souverain et il est comme aujourd'hui sous la dépendance de ses élus et sous la domination des fonctionnaires.

La Constitution de 1875 continuerait à fonctionner non seulement jusqu'à l'élection de la Constituante mais jusqu'à la mise en vigueur de la nouvelle Constitution.

La proposition de M. Michelin fut rapportée le 22 mai 1894, par M. Paul Samary, au nom de la cinquième commission d'initiative parlementaire (1).

(1) Cette commission était composée de MM. Jules Brice (Meurthe-

Le rapporteur concluait à la prise en considération, la Chambre n'a pas statué.

Proposition de M. Goblet.

En mars 1894, le cabinet Casimir Périer étant au pouvoir, les radicaux espérèrent trouver dans la question de la revision un terrain sur lequel il leur serait possible de s'entendre avec la droite pour renverser le ministère.

La discussion du rapport de M. Coudreuse sur la proposition de revision de M. Bourgeois leur en fournit l'occasion. Nous avons vu plus haut cette discussion, mais le véritable combat s'engagea avec M. Goblet.

Dans un éloquent discours, il fit le procès de la Constitution de 1875 pour démontrer que sa revision était nécessaire. « Quant à nous, à nos yeux, il ne s'agit pas seulement pour avoir la République, de faire de la monarchie un régime électif et à temps, mais il s'agit de substituer à un pouvoir exécutif ayant une action propre et indépendante, un pouvoir exécutif subordonné ; et à des assemblées simplement de législation et de contrôle une représentation nationale qui ne légifère pas seulement, mais qui dirige. »

et-Moselle) président ; Charruyer, secrétaire ; Thorel, Camille Viot, Ragot, Castelin, Pédebidou, Dauzon, Denis, Mougeot, Saumande, Paul Hayez, Lepez, Escanye, Lemire (Nord), Samary, Nivert, Dubief, Froment, Dussausoy, Jules Mercier (Haute-Savoie), Auricoste.

La Constitution de 1875 n'était pour M. Goblet qu'une transaction entre l'Orléanisme et la République : les institutions sont les mêmes que sous la Chambre de 1830. Le pouvoir exécutif n'a pas changé. « C'est toujours ce même « système de poids et de contrepoids de pouvoirs se « balançant, se faisant équilibre, sur lesquels reposait la « monarchie constitutionnelle », disait-il dédaigneusement.

L'action personnelle et prépondérante que peut, aux termes de la Constitution, exercer le Président de la République, lui apparaissait comme pernicieuse et difficilement conciliable avec les principes d'un Etat républicain.

Et cette action, M. Goblet la montrait s'exerçant tantôt à l'extérieur par des ententes diplomatiques à l'insu du Parlement, tantôt à l'intérieur par le choix des ministres, le droit d'ajourner le Parlement, la possibilité d'une dissolution.

Quant au Sénat, M. Goblet ne voulait pas le supprimer, quoiqu'il prétendit reconnaître en lui la Chambre haute non plus nommée par le souverain, mais par le suffrage restreint : il voulait lui enlever les moyens de faire obstacle aux volontés de la Chambre en toute matière législative aussi bien qu'en matière budgétaire.

M. Goblet s'élevait également contre nos institutions administratives, financières, judiciaires, religieuses, qui sont restées à peu près ce qu'elles étaient sous la monarchie.

« Nous avons conservé la vieille centralisation, ce

« legs de l'Ancien Régime, aggravé par l'Empire, qui,
« si elle est l'instrument naturel des gouvernements fon-
« dés sur le principe d'autorité, doit être nécessairement
« aussi le premier obstacle à détruire pour tout gouver-
« nement qui veut se fonder et vivre par la liberté. »

Enfin l'heure était venue de faire la revision nécessaire, parce que le gouvernement n'avait pas de programme et que la nation sans guide vivait au jour le jour.

M. Paul Deschanel répondit éloquemment à M. Goblet. Il le fit avec d'autant plus de force et d'autorité qu'il ne prétendit point que tout était pour le mieux dans le meilleur des régimes parlementaires. Il s'attaqua, au contraire, à tous les défauts de notre vie politique et les mit en pleine lumière.

Seulement il montra combien ils étaient indépendants de la Constitution. Discutant les projets de M. Goblet, il s'exprimait ainsi : « Voilà bien ce que nous avons vu se
« réaliser souvent sous nos yeux depuis quinze ans : le
« gouvernement de la Chambre, le ministère attendant
« ou recevant l'impulsion du moteur parlementaire ; les
« ministres, de simples commis de l'Assemblée..... Non !
« ce n'est pas là l'esprit du gouvernement parlementaire,
« c'est l'esprit du régime conventionnel..... Vous dites :
» A l'assemblée le gouvernement ; au ministère l'exécution ! » Et nous, nous disons : « Au ministère le gouvernement ; aux Chambres le conseil et le contrôle ! »

Parlant ensuite de la proposition de M. Naquet, il

disait : « M. Naquet a changé de système ; il s'est séparé
« de son ancien parti : il y a eu un schisme. Et cela est
« logique : C'est en effet du parti radical, comme jadis du
« parti jacobin, que devaient fatalement sortir les parti-
« sans du rétablissement du pouvoir personnel. Vous
« vous rappelez le mot fameux : « Bonaparte, c'est Ro-
» bespierre à cheval ! » Eh bien, n'aurait-on pas pu dire
« à peu près de même de nos jours : « Boulanger, c'est
» Clémenceau à cheval ! »

Le mal vient, chez nous, disait M. Deschanel, non pas de la Constitution, mais de ce qu'on viole et de ce qu'on fausse le régime parlementaire ; de ce que, par le système de la concentration, des ministres passent avec leur portefeuille d'un ministère au suivant, créant ainsi une équivoque qui ne permet pas, comme en Angleterre, la formation de grands partis ; il vient aussi, le mal, de l'incohérence administrative engendrée par l'instabilité ministérielle ; de la méthode de travail de la Chambre où les interpellations tiennent une place envahissante. Enfin il faudrait s'arrêter dans la voie de centralisation excessive où l'on s'est engagé et faire un pas de plus dans celle de décentralisation ouverte en 1871 par la loi sur les conseils généraux.

Et il terminait ainsi : « Messieurs, j'en suis sûr, vous
« écarterez des projets qui tendent, les uns, au despotisme
« d'une assemblée ! les autres, au despotisme d'un homme,
« Vous resterez les gardiens fidèles de la liberté politique
« et de la souveraineté nationale contre les deux seuls

« périls qui puissent désormais menacer la France et qui,
« au surplus, naissent l'un de l'autre : La démagogie et le
« césarisme ! »

Après le discours de M. Deschanel, M. Naquet prit la parole : « Je suis partisan, dit-il en substance, de l'unité
« de la Chambre, mais avec une Chambre élue et renouve-
« lée dans des conditions différentes des Chambres
« actuelles. » En effet, le Sénat n'empêche pas les empor-
tements et il empêche le travail utile : l'institution de
deux Assemblées ne sert qu'à éterniser le travail législa-
tif, à rendre la loi plus incohérente et à « écrémer la
« Chambre du suffrage universel de façon à produire deux
« Assemblées insuffisantes avec le même personnel qui
« créerait une Assemblée lumineuse ». Il estimait que le
pouvoir exécutif devait être établi sur des bases nouvelles ;
que les ministres devaient être pris en dehors des Assem-
blées, qu'ils ne devaient pas être politiquement respon-
sables.

Il aurait voulu voir borner les pouvoirs de l'Assemblée
par une constitution très limitative. « Ne pouvez-vous pas
« donner le caractère constitutionnel à toutes les grandes
« lois auxquelles on ne peut toucher sans engager le pays
« d'une manière irrévocable ; comme la loi électorale, la
« loi sur la liberté de la presse, la loi sur la liberté de
« réunion, la loi sur l'état de siège..., en un mot à toutes
« ces grandes lois qui doivent être mises à l'abri d'un
« coup de main, auxquelles on ne doit pouvoir toucher

« qu'en appelant par deux fois consécutives au suffrage
« universel ? »

A côté de cette constitution, établir comme aux Etats-Unis une cour suprême, judiciaire, qui puisse, dans les espèces affranchir l'individu de l'obéissance à la loi lorsqu'elle est inconstitutionnelle, absolument comme nos tribunaux peuvent briser dans les espèces, l'arrêté d'un maire lorsqu'il est illégal. Introduire, ce qui peut se faire admirablement, le renouvellement partiel avec le système d'une Assemblée Nationale unique ; enfin décréter dans la Constitution, comme l'a fait la Suisse, avec des conditions d'organisation particulière, l'appel direct au suffrage universel, le referendum, pour les lois tout à fait importantes, pour les lois constitutionnelles notamment.

Et parlant enfin des rapports du législatif et de l'exécutif, M. Naquet affirmait : « Les Chambres dans un pays de
« suffrage universel n'ont pas le choix, il faut qu'elles
« obéissent servilement au ministère ou qu'elles engendrent l'instabilité perpétuelle. »

Ce fut également la thèse que soutint M. Marcel Habert, mais il s'étonna en outre de l'irresponsabilité constitutionnelle du Président de la République qu'il aurait voulu voir élire directement par le peuple.

M. l'abbé Lemire émit une idée d'un ordre différent : à côté de la Chambre, issue du suffrage universel, il voyait place pour une autre chambre nommée par les divers états, professions, corps de métier, nommée par une démocratie, organisée d'après ses intérêts.

Cette Assemblée mettrait à côté de la représentation numérique que nous avons, la représentation professionnelle que nous n'avons pas et qu'on demande de toutes parts. L'une contrôlerait l'autre et nous aurions de la sorte une constitution vraiment démocratique. Le Président du Conseil, M. Casimir Périer, s'opposa formellement à toute revision, en quelques mots, et son discours fut entièrement consacré à défendre le cabinet des nombreuses et véhémentes accusations portées contre lui par M. Pelletan. La question ministérielle primait tout : l'urgence demandée par M. Goblet fut repoussée par 215 voix contre 206.

Le 22 mai, au nom de la cinquième Commission d'initiative parlementaire (1), M. Paul Samary concluait à la prise en considération de la proposition de M. Goblet, mais la Chambre n'a pas statué.

Projet du général Jung.

Dans la séance du 15 mars 1894, le général Jung avait déposé un projet de résolution tendant à la revision des lois constitutionnelles, mais il fut retiré par son auteur et ne fut pas distribué.

(1) Cette Commission était composée de MM. Jules Brice, président ; Charruyer, secrétaire, Thorel, Camille Viox, Ragot, Castelin, Pédebidou, Dauzon, Denis, Mougeot, Saumande, Paul Hayez, Lepez, Escanyé, Lemire (Nord), Samary, Nivert, Dubief, Froment, Dussausoy, Jules Mercier (Haute-Savoie), Auricoste.

Proposition de M. de Ramel.

La proposition de revision déposée au cours de la discussion de la proposition de M. Goblet, par M. de Ramel et plusieurs de ses collègues (1), le 15 mars 1894, ne portait que sur l'article 8 de la Constitution.

L'article 8 est ainsi conçu : « Les Chambres auront le
« droit, par délibérations séparées prises dans chacune
« à la majorité absolue des voix, soit spontanément, soit
« sur la demande du Président de la République, de dé-
« clarer qu'il y a lieu de reviser les lois constitution-
« nelles. Après que chacune des deux Chambres aura
« pris cette résolution, elles se réuniront en Assemblée
« nationale pour procéder à la revision. »

M. de Ramel demandait que cet article 8 fût abrogé et remplacé par la disposition suivante : « Lorsque les
« Chambres auront décidé la revision de la Constitution,
« il sera procédé à la nomination d'une Assemblée Cons-
« tituante ayant seule qualité pour faire cette revision. »

Cette proposition fut rapportée le 22 mai 1894, par M. Paul Samary, au nom de la cinquième Commission

(1) MM. de Ramel, comte de la Bourdonnaye, Gamard, Gusman, Serpt, Cazenove de Pradine, Lorois, comte de Lanjuinais, Bourgeois (Vendée), Galpin, comte de Maillé, Lemire, de Solaud, Le Cerf, comte de Gonidec de Tressan, de Bodau, vicomte de la Noue, comte de Bernis, de Largentaye.

d'initiative parlementaire (1). Le rapporteur concluait à la prise en considération ; mais la Chambre ne fut pas appelée à statuer.

Proposition de M. Gauthier (de Clagny).

Le 28 janvier 1895, à la suite d'une double crise présidentielle, M. Gauthier (de Clagny) en prit argument pour déposer une proposition de revision.

Le régime parlementaire est inconciliable avec le gouvernement d'une démocratie républicaine, il ne peut fonctionner normalement que dans les pays monarchiques, dans une démocratie il aboutit fatalement à l'impuissance et au gâchis.

Les raisons en sont simples. 1° Elu par les membres du Parlement, irresponsable aux termes de la Constitution, le Président de la République ne peut exercer sur la marche des affaires aucune action loyale et féconde ; et d'autre part, son origine le soumet à toutes les fluctuations parlementaires. 2° La solidarité ministérielle produit l'instabilité ministérielle. Les ministres, choisis non à raison de leur compétence, mais comme les représentants provisoires de groupements éphémères, peuvent être autoritaires : ils n'ont aucune autorité.

La durée moyenne d'un ministère est de six mois.

(1 Voir proposition Goblet.

3° Aucune loi ne peut aboutir, parce que toute discussion se complique d'une intrigue parlementaire. Ballottées entre la Chambre et le Sénat, les lois les plus urgentes, les plus nécessaires aux besoins d'une grande démocratie, restent livrées au hasard d'un ordre du jour incohérent.

Telles étaient les principales critiques élevées par M. Gauthier (de Clagny) contre la Constitution de 1875, là se bornait son très court exposé des motifs.

Le 4 avril 1895, au nom de la onzième Commission d'initiative parlementaire, M. Georges Berry déposait son rapport tendant à la prise en considération de la proposition de M. Gauthier (de Clagny). La Chambre n'a pas statué.

Proposition de M. Gauthier (de Clagny).

Le 15 février 1895, alors que sa précédente proposition n'était pas encore rapportée, M. Gauthier (de Clagny) et quelques-uns de ses collègues (1) en déposaient une nouvelle, tendant à la revision des lois constitutionnelles en vue d'organiser le pouvoir législatif en cas de guerre.

Que deviendrait le Parlement en cas de guerre européenne ? Quelles seraient ses attributions gouvernementales et législatives ? Quel serait le rôle de ses membres,

(1) MM. Gauthier (de Clagny), Argeliès, Brincard, Marcel Habert.

de ceux notamment qui par leur âge sont astreints à des obligations militaires ? Telles étaient les questions délicates que M. Gauthier (de Clagny) estimait devoir être discutées et résolues en période de calme et de paix assurée plutôt que d'attendre, pour leur donner une solution hâtive, l'énervement produit par la menace d'une déclaration de guerre. Mais la question était plus haute ; pour les signataires de la proposition, il s'agissait de savoir si le régime parlementaire était compatible avec les nécessités de la défense nationale.

Et voici comment ils posaient la question : « Avant
« tout il s'agit de savoir si l'on maintiendra le régime
« parlementaire, le régime des crises ministérielles et
« des interpellations tapageuses, des votes de surprise
« et des intrigues de couloir, alors qu'on se battra à la
« frontière et que des revers, toujours possibles, pourront
« ouvrir à l'ennemi le chemin de Paris ».

« Pour nous, notre conviction est faite. Si un pouvoir
« fort et stable, unique dans sa volonté, rapide dans ses
« décisions, précis dans ses ordres, ne préside pas à
« l'œuvre civile et militaire, diplomatique et économique
« de la défense nationale, tous les sacrifices consentis
« pour la France depuis 25 années l'auront été en vain. À
« l'heure suprême, l'esprit de trouble et de vertige d'as-
« semblées enfiévrées et tumultueuses amenant, par une
« conséquence inévitable, le désordre et l'instabilité dans
« le gouvernement, annihilera les plus nobles efforts de la
« nation. »

Ils prétendaient remédier à d'aussi graves inconvénients par l'institution d'un comité législatif dont les pouvoirs dureraient autant que les hostilités.

Dès que celles-ci auraient cessé, la Chambre et le Sénat seraient convoqués.

Leur proposition n'était pas absolue, disaient MM. Gauthier (de Clagny), Argeliés, Brincard, Marcel Habert : ils avaient voulu soulever la question, c'était à la Chambre de la résoudre, et ils limitaient ainsi leur proposition de résolution.

« Il y a lieu de reviser les lois constitutionnelles en ce qui touche l'organisation du pouvoir législatif en cas de guerre avec une puissance européenne. »

La Chambre ne statua pas.

Proposition de M. Vaillant.

La proposition de M. Vaillant, déposée le 11 novembre 1895, était signée par un grand nombre de ses collègues(1). Il commençait par des affirmations de principes :
« La démocratie ne sera entièrement réalisée que quand
« la révolution sociale aura été accomplie, quand, par
« l'équivalence des fonctions, une égalité économique et

(1) MM. Edouard Vaillant, Baudin, Chauvière, Walter, Bouard, Jaurès, Millerand, Gérault Richard, Sembat, Rouanet, Coutant, Paschal Grousset, Clovis Hugues, Calvinhac, Groussier, Avez, Dejeante, Faberot, Toussaint, Prudent-Dervillers, Turigny, Couturier, Michelin, Paulin Méry, Goussot, Pierre Richard, Argeliés.

« de fait aura été obtenue, et que le libre jeu des facultés
« de chacun aura été assuré par la solidarité de tous,
« seule et vraie garantie d'une entière liberté individuelle,
« et d'une évolution régulière et normale de la Société. »

« La Constitution de 1875 est pour nous la falsifica-
« tion écrite des rapports sociaux et politiques de notre
« pays et nous voulons la reviser, non seulement pour
« plus d'exactitude de la vérité, mais aussi pour y
« inscrire la faculté populaire d'un incessant et libre
« développement. En effet ce n'est pas seulement la
« revision du texte constitutionnel écrit, c'est la revision
« politique et sociale de notre pays, la transformation de
« ses institutions politiques et économiques que nous vou-
« lons. »

Un des premiers droits réclamés par M. Vaillant et ses amis est la législation directe par le peuple : initiative populaire et referendum.

De même qu'il y a un intérêt démocratique à ce que la totalité des citoyens et non la fraction privilégiée et riche choisisse ses députés, de même il y a un intérêt démocratique, plus grand encore, à ce que la totalité des citoyens décide directement de ses institutions et de ses lois. « Il y a un intérêt plus grand, parce que le peuple
« connaît bien mieux, est bien plus capable de connai-
« tre ce qui est à son avantage, la loi qui protège et
« accroît ses libertés, ses droits, que le mandataire qui
« lui demande à le représenter, que la valeur et la sincé-
« rité de ce mandataire. »

Une des principales raisons invoquées dans l'exposé des motifs est que cette organisation politique du peuple en sections organisées et délibérantes serait un excellent mode de propagande pour le parti socialiste parce que « la propagande et l'action socialistes trouvent en période électorale leur meilleur milieu. » Quant au referendum, ils s'attachent à le distinguer du plébiscite. « Il y a entre l'un et l'autre la distance qui sépare la démocratie du césarisme. »

La forme républicaine ne pouvait être mise en question car « la souveraineté populaire ne peut se nier elle-même. » La revision ne devait porter que sur trois questions : Suppression de la Présidence de la République, suppression du Sénat, droit de guerre et de paix restitué au peuple.

Un rapport sommaire de M. Olive, au nom de la seizième Commission d'initiative parlementaire (1), concluait le 13 décembre à la prise en considération ; mais la Chambre n'a pas statué.

Proposition de M. Bourgeois.

La proposition que M. Bourgeois (du Jura) déposait le

(1) Cette commission était composée de MM. Camille Viox, président ; Albert Pétrot, secrétaire ; Thorel, Noël, Dislœau, Guignard, Roch, Castelin, Deville, Vacherie, de la Batut, Henri Blanc (Haute Loire), Brunet, Samary, Bozèrian, Odilon-Barrot, Michelin, Cousin, Bischoffsheim, Joseph Mercier (Haute-Saône), Defumade, Albert Le Clec'h.

16 novembre 1895, était la même que celle qu'il avait déjà déposée en 1888 sur le bureau de la Chambre et qu'il avait présentée avec quelques remaniements au début de la législature, le 25 novembre 1893.

L'heure semblait particulièrement propice, disait M. Bourgeois, à la majorité républicaine et au cabinet radical pour mettre résolument à l'étude cette question capitale « dont le souci de la vérité démocratique et des « intérêts vitaux du pays nous commande de ne pas « différer plus longtemps la solution. »

Comme en 1893, c'était l'article 8 de la loi constitutionnelle que M. Bourgeois voulait modifier en restreignant dans une très notable mesure le droit de contrôle du Sénat, non seulement sur le budget mais sur toutes les propositions ou projets de loi indistinctement. Un rapport sommaire de M. Noël, le 13 décembre 1895, au nom de la seizième commission d'initiative (1) conclut à la prise en considération. Mais la Chambre n'a pas statué.

Proposition de M. Gauthier (de Clagny).

C'était au moment du conflit entre le Sénat et le Cabinet Bourgeois : le 23 avril 1896, M. Gauthier (de Clagny) et quelques-uns de ses amis (2), « fidèles à la pensée qui « nous a toujours guidés chaque fois que le système par-

(1) Voir proposition Vaillant.

(2) Argeliès, Marcel Habert, Le Senne, Le Herissé.

« lementaire organisé par la Constitution antidémocratique de 1875 aboutit à une crise qui interrompt la marche normale des pouvoirs publics », déposaient une proposition de revision pour faire loyalement appel au suffrage universel, seul souverain dans une démocratie.

Cette proposition ne fut pas rapportée et la Chambre ne statua pas.

Proposition de M. René Gautier.

Quelques jours après M. Gauthier (de Clagny), le 28 avril, et répondant aux mêmes préoccupations, quoique d'un côté de la Chambre tout opposé, M. René Gautier déposait lui aussi une proposition de revision. Mais, non contents d'adresser à la Constitution de 1875 les plus vives critiques : anarchie à tous les degrés du gouvernement, instabilité continuelle, source de conflit entre la Chambre et le Sénat, absence d'autorité morale pour le Président de la République, qui est non point l'élu de la nation, mais l'élu des Chambres, les auteurs de la proposition énuméraient les bases essentielles que devait avoir, d'après eux, la nouvelle Constitution :

1° L'élection du Président de la République, l'élection du Sénat et de la Chambre par le suffrage universel direct ;

2° Les attributions du Sénat et de la Chambre des députés réglées et précisées de manière à ce qu'il n'existe

aucune incertitude sur la limite de leurs pouvoirs respectifs ;

3° Le droit pour le peuple de se prononcer par son vote sur les lois constitutionnelles.

Telles étaient les dispositions « susceptibles de conjurer « le péril dont la France est menacée. »

Cette proposition (1) ne fut pas rapportée. La Chambre n'a pas statué.

Proposition de M. Brunet.

La proposition de M. Brunet naquit le 30 avril 1896 des mêmes événements qui avaient inspiré les propositions précédentes de MM. Gauthier (de Clagny) et René Gautier.

Comment faut-il interpréter l'article 6 de la Constitution (2), se demandait M. Brunet ? Et dans un exposé des motifs, assez bref mais très étudié et très intéressant, le député de la Réunion constatait que c'était un Sénat irresponsable qui avait cette prérogative exorbitante de prononcer la dissolution de la Chambre composée d'une

(1) Cette proposition portait la signature de MM. Gauthier, Cunéo d'Ornano, Camille Fouquet, Arthur Legrand, Jules Delafosse, Galpin, Gellibert des Séguins. Laroche Joubert, Prax, Paris.

(2) Loi du 25 février 1875, relative à l'organisation des Pouvoirs publics. Article 6. Les ministres sont solidairement responsables devant les Chambres de la politique générale du gouvernement et individuellement de leurs actes personnels.

partie de ses électeurs, que si à son irresponsabilité de fait, à son pouvoir de dissolution, le Sénat ajoutait le droit de renverser les ministères ainsi que d'avoir le dernier mot en matière financière, que se passerait-il dans le cas où la Chambre entendrait maintenir les prérogatives que lui assure sinon le texte, du moins l'esprit de la loi ?

Invoquant l'exemple de l'Angleterre où la Chambre des Communes exerce la véritable prépondérance en matière financière et dans la direction de la politique du Cabinet, rappelant certaines paroles de M. Lefebvre-Pontalis où il voulait voir l'intention, en constituant le Sénat, de forger une arme contre le suffrage universel et ses élus, M. Brunet concluait :

« Si jamais le droit de revision dut être légitimement
« et nécessairement exercé, c'est lorsque les faits éta-
« blissent que le fonctionnement du rouage constitu-
« tionnel est arrêté. »

Un double droit était resté, jamais contesté jusqu'ici, à la Chambre du suffrage universel : se prononcer en dernier ressort sur les questions financières et sur les responsabilités ministérielles. Pour éviter qu'à l'avenir on puisse opposer à l'exercice dans le double droit aucun moyen dilatoire, aucune interprétation, il importait d'après M. Brunet :

« 1^o D'inscrire dans la loi constitutionnelle que la

« Chambre des députés a le premier et le dernier mot
« en matière financière et budgétaire.

« 2° De modifier l'article 6, en énonçant que le Cabinet
« n'est responsable que devant la Chambre des députés. »

La Chambre ne statua pas sur cette proposition.

SEPTIÈME LÉGISLATURE

Proposition de M. Vaillant.

Le 27 juin 1898, au début de la septième législature, M. Vaillant et un grand nombre de ses collègues (1) déposaient une proposition de résolution tendant à déclarer qu'il y avait lieu de reviser la Constitution et d'instituer le droit d'initiative populaire et le referendum obligatoire.

L'Exposé des motifs était identique à celui de la proposition déposée le 11 novembre 1895 par M. Vaillant, le texte du projet de résolution était légèrement modifié.

« La Chambre déclare qu'il y a lieu de reviser la Constitution. »

« Les signataires du projet de résolution le déposent
« dans la pensée de soumettre à l'Assemblée Nationale
« les articles suivants :

« Article premier. — La revision de la Constitution ne

(1) MM. Edouard Vaillant, Allard, J.-L. Breton, Chauvière, Coutant, Dejeante, Arthur Groussier, Lasalle, Létang, Poulain, Marcel Sembat, Walter, Millerand, Rouanet, Bénézeck, Marius Devèze, Pastre, Paschal Grousset, Clovis Hugues, Calvinhac, Renou, Ferrero, Fournière, Zévaès, Colliard, Sauvanet, Krauss.

« peut être que républicaine. La République ne peut être
« mise en question. L'établissement d'un pouvoir person-
« nel sous quelque forme que ce soit ne peut être pro-
« posé.

« Article 2. — La revision actuelle portera sur ces qua-
« tre questions constitutionnelles : suppression de la pré-
« sidence de la République. Suppression du Sénat. Droit
« de guerre et de paix restitué au peuple. Organisation
« du droit populaire d'initiative et du referendum popu-
« laire obligatoire pour les lois d'intérêt général. Orga-
« nisation correspondante du droit d'initiative et du refe-
« rendum communal.

« Article 3. — Trois mois avant le vote de revision, le
« peuple sera convoqué dans ses sections, pour prendre
« connaissance du texte des propositions de revision et en
« délibérer sans retard.

« Les sections, correspondantes aux sections électo-
« rales actuelles et politiquement organisées, seront, dans
« la commune, l'élément politique de l'organisation popu-
« laire. Des salles devront être construites ou aménagées
« et mises à la libre disposition du peuple pour ses réu-
« nions et délibérations. »

« Article 4.— Le vote de revision aura lieu le même
« jour dans toutes les sections, trois mois après la pre-
« mière convocation.

« Article 5. — Le parlement est chargé de veiller au
« recensement du vote et à l'exécution de la décision
« populaire.

« Article 6. — Toute nouvelle revision de la Constitution
« aura lieu, dans les mêmes conditions, directement par
« le peuple, chaque fois qu'elle aura été déterminée et
« réclamée par une adresse au parlement signée d'au
« moins 500.000 électeurs. »

Cette proposition a été renvoyée le 13 juillet à la commission du suffrage universel, mais n'a jamais été rapportée.

Proposition de M. Chiché.

La proposition de résolution déposée sur le bureau de la Chambre, le 4 juillet 1898, par M. Albert Chiché, était signée par un certain nombre de ses collègues. Invoquant le principe posé par la Convention le 21 septembre 1792 : « Il ne peut y avoir de Constitution que lorsqu'elle est acceptée par le peuple », ils dénonçaient la Constitution de 1875 comme viciée dès son origine. Ils reprochaient également à cette Constitution d'avoir créé une seconde Assemblée qui, « nommée par un collège électoral extrême-
« mement restreint, possède les mêmes droits, les mêmes
« pouvoirs et peut mettre indéfiniment obstacle aux volontés des élus directs de la Nation. »

Contestant ensuite au Sénat le droit de renverser les ministères, les auteurs de la proposition concluaient en se déclarant disposés à ajourner la revision par une Constituante et à se contenter provisoirement et par mesure de conciliation d'une revision partielle ayant pour but de

réduire les attributions du Sénat à un droit d'observations et de contrôle, le dernier mot devant rester à la Chambre élue par le suffrage universel direct.

La Chambre n'a pas statué sur cette proposition (1).

Proposition de M. Antide Boyer.

La proposition déposée par M. Antide Boyer, le 13 juillet 1898, était ainsi conçue : « La Chambre décide qu'il y a lieu de reviser les lois constitutionnelles par une Constituante nommée au scrutin de liste. »

Dans son exposé des motifs, très bref, M. Antide Boyer se bornait à affirmer « que le programme électoral des « nouveaux ministres (2) admettant cette revision dans des « conditions déterminées », le moment semblait donc favorable.

Un rapport sommaire de M. Olive, déposé le 8 novembre 1898 au nom de la deuxième Commission d'initiative parlementaire (3), concluait à la prise en considération.

La Chambre n'a pas statué.

(1) Les auteurs de cette proposition étaient MM. Albert Chiché, Charles Bernard, Edouard Drumont, Morinaud, Charles Gras, Georges Giron, Théron, Goussot, Pierre Vaux, Paul Bernard, André Castelin, Emile Bordier, Edmond Saba, Lasies, Argeliès, Cluseret.

(2) MM. Méline, Darlan, Hanotaux, Turrel, Boucher, Rambaud, Barthou, Cochery, André Lebon, général Billot, Delpuech.

(3) Cette Commission était composée de MM. Paul Gouzy, président ; Gautret, secrétaire ; Jouart, Tourgnol, Pourquery de Boisse-

Proposition de M. Gerville Réache.

La proposition de revision des lois constitutionnelles présentée par M. Gerville Réache, le 16 juillet 1899, ne rentrerait pas à vrai dire dans le cadre de cette étude, les réformes proposées par l'honorable député de la Guadeloupe pouvant être accomplies sans qu'il soit nécessaire de modifier la Constitution ; mais, et tel fut l'avis de la Chambre, elles y touchent de si près, leur étude a été faite avec une telle raison et une telle conscience qu'elles valent un examen approfondi.

Tout d'abord, M. Gerville Réache proclame que « les
« imperfections des lois constitutionnelles viennent sur-
« tout de ce qu'elles n'ont pas encore complètement pé-
« nétré dans nos mœurs, qu'en outre on les applique mal
« ou point. »

Les exemples sont faciles à donner : on se plaint que la Constitution de 1875 laisse le chef d'Etat désarmé ; mais n'a-t-il pas le droit de dissolution, l'initiative, la promulgation et l'exécution des lois, le droit de grâce, la disposition de la force armée, la nomination à tous les emplois civils et militaires, le droit de présider les Conseils supérieurs de la Guerre et de la Marine, le droit de convo-

rin, Coutant, Morinaud, Charles Gras, Poulain, Noël, Pascal, Sommeiller, Lauraine, Gervaise, Disleau, Lachière, Firmin-Faure (Oran), Gourd, Olive, Abel Bernard (Vaucluse), Odilon-Barrot, Ragot.

quer extraordinairement les Chambres, le droit de communiquer avec elles par voie de messages, celui de demander aux deux Chambres une nouvelle délibération des lois, celui de négocier et de ratifier les traités ? Et si les Présidents de la République ont faussé ou laissé tomber en quenouille ces prérogatives, la faute ne peut en être imputée à la Constitution.

C'était donc à une critique très vive des mœurs parlementaires que se livrait M. Gerville Réache.

« Nous avons eu des chefs d'Etat qui n'exerçaient pas
« leurs prérogatives, des ministres qui ne gouvernaient
« pas et des Chambres qui, non seulement ne faisaient pas
« de réformes, mais ne savaient même plus voter à
« temps le budget annuel. »

Nous avons vu, disait-il aussi, « des hommes désignés
« successivement tantôt pour le commerce, tantôt pour
« les travaux publics, tantôt pour les colonies et ils
« finissaient par asseoir leur incompétence dans celui
« des ministères pour lequel ils étaient le moins pré-
« parés ».

Les modifications que voulait introduire M. Gerville Réache étaient nombreuses : 1° réduction du nombre des sénateurs et des députés (200 sénateurs, 400 députés).
« Outre que le choix des élus devient plus difficile, les
« délibérations sont plus tumultueuses et moins utiles. »
Cette réforme entraînerait une refonte complète des départements et des arrondissements.

2° Renouvellement de la Chambre par moitié tous

les deux ans, pour assurer la continuité du travail législatif et prévenir les à-coups du suffrage universel.

3° Nécessité d'une motion formelle de blâme pour renverser un ministère, ce qui ne permettrait plus des chutes de cabinet aussi fréquentes sur des questions secondaires ou sur des ordres du jour habilement rédigés.

4° Le budget de l'année précédente aurait force de loi, si le nouveau budget n'était pas voté le 31 décembre.

5° Obligation rigoureuse pour les ministres et les membres du Parlement de placer des ressources effectives à côté des dépenses qu'ils proposent.

6° En cas de conflit sur une question entre la Chambre et le Sénat, les deux assemblées se réuniraient pour traiter cette question spéciale.

7° Création auprès de chaque Chambre d'une Commission consultative technique de législation composée de membres du Conseil d'Etat, de la Cour des comptes, de la Cour de Cassation.

8° Les mesures d'intérêt local seraient votées par le Conseil d'Etat et soumises aux Chambres dans un rapport annuel.

Au nom de la sixième Commission d'initiative parlementaire (1), M. Odilon-Barot rapporta le 21 mars 1899 la proposition de M. Gerville Réache.

(1) Cette commission était composée de MM. Cassou, président; Emile Cère, secrétaire; Henrique-Duluc, Tiphaine, Odilon-Barrot, Brune, Lachaud, de Saint-Martin, Bouctot, Desjardins, Morlot, Babaud-Lacroze, de La Batut, Lucien Hubert, Jules-Louis Breton, Pajot, Hugon, Chapuis, Morel, Gallot (Yonne), Escanyé, Pascal.

Il n'hésita pas à reconnaître, en partie tout au moins, le bien fondé des critiques que M. Gerville Réache avait adressées aux mœurs parlementaires : il rappela le principe américain : « the right man in the right place » et se livra à une étude détaillée de la proposition qui avait été soumise à la Commission.

A l'unanimité, la Commission avait été d'avis de la prendre en considération ; mais le rapporteur avait dû formuler des réserves sur divers points, entre autres sur la réduction du nombre des Sénateurs, sur la difficulté qu'il y aurait « à régler les conditions dans lesquelles la volonté exprimée par le Parlement devra avoir pour effet d'amener la démission du Cabinet ou d'une partie de ses membres, sur la création de commissions consultatives techniques » dans lesquelles M. Odilon Barrot voyait comme une sorte de tutelle exercée sur la Chambre et le Sénat par les professeurs officiels de grammaire et de rédaction. »

Sauf ces réserves, il estimait que « la Commission qui sera appelée à examiner cette proposition au fond y trouvera certainement les éléments d'études utiles, de recherches fécondes et de modifications susceptibles, sans toucher au mécanisme constitutionnel de la République, d'améliorer les conditions qui président à l'élaboration de l'œuvre législative, par des réformes plus modestes mais aussi plus pratiques que beaucoup d'autres, dont on a fait grand bruit et qui sont déjà oubliées. »

La proposition de M. Gerville Réache prise en considération par la Chambre le 4 mai 1898, fut renvoyée à la Commission de revision des lois constitutionnelles (1) et rapportée par M. Alexandre Bérard, le 28 mars 1901. Nous étudierons plus loin ce rapport.

Proposition de M. Dumont.

La proposition présentée le 4 mai 1899 par M. Ch. Dumont était signée de MM. Mesureur, de la Porte, Dujardin-Beaumetz, Georges Trouillot, Ricard (Côte-d'Or), Alexandre Bérard, Claude Rajon, Emile Cère, Klotz, Aimond.

Pour M. Dumont, deux partis demandent la revision : d'abord, « ceux qui espèrent arracher, à la foule lassée, l'aveu de son impuissance à connaître ses besoins véritables et espèrent obtenir de la démocratie qu'elle renonce à se gouverner par ses élus », et ceux qui pensent que si la République n'a pas répondu à toutes les espérances, « c'est que la Constitution de 1875 s'est trop défiée du peuple et n'a pas permis à la démocratie française de faire assez complètement et assez vite son éducation politique ».

Aussi, pour défendre et développer les institutions répu-

(1) La Commission de Revision des lois constitutionnelles a été élue le 9 mai 1899. Elle est composée de MM. Alexandre Bérard, président; Dumont, secrétaire; Gerville Réache, Salis, Pourteyron, Lhopiteau. Delaune, Sembat, Levraud, Astier, Derveloy.

blicaines, M. Dumont et ses collègues estiment-ils qu'il faut énergiquement demander le vote d'une Constitution nouvelle qui, « réservant au Sénat la garde suprême des « principes du droit public », laisserait à la Chambre élue par le Suffrage universel et « peut-être, en certaines occasions, le peuple directement consulté », la responsabilité de statuer en dernier ressort sur toutes dispositions législative ou budgétaire. A la Chambre seule appartiendrait le droit de juger « quels sont les ministres qui méritent la confiance du pays ».

La proposition de M. Dumont, renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, a été rapportée par M. Bérard le 26 mars 1901 (1).

Proposition de M. Déroulède.

La proposition de M. Déroulède n'a pas été imprimée, son auteur s'est borné, le 27 juin 1899, à en demander l'urgence en quelques mots.

Cette urgence a été repoussée.

Proposition de M. Brunet.

L'article 12 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 porte : « Le Sénat peut être constitué en cour de

(1) Voir plus loin le rapport de M. Bérard.

« justice par un décret du président de la République,
« rendu en conseil des Ministres, pour juger toute per-
« sonne prévenue d'attentat contre la sûreté de l'Etat. »

C'est cet article 12 que Louis Brunet visait en déposant, le 4 juillet 1900, une proposition de loi relative à la Haute Cour Nationale.

M. Brunet se défend tout d'abord de s'être laissé inspirer par les événements contemporains ; « ce travail a été conçu en absolue sérénité », dit-il, et il se livre à l'historique intéressant, de l'institution de la Haute Cour. C'est d'abord le Châtelet avec les affaires Bezenval, du Marquis de Favras, des 5 et 6 octobre, puis la Haute Cour provisoire, instituée par décret du 24 octobre 1790, qui eut à examiner le procès de Riollès dans lequel on avait voulu compromettre Mirabeau au temps du Châtelet et fut supprimée le 21 septembre 1791. C'est alors que la Constitution de 1791 crée la Haute Cour Nationale qui se tint à Orléans et nous voyons tout de suite cette formidable machine judiciaire se mettre en branle pour Claude Varnier, qui n'était pourtant ni ministre, ni fonctionnaire, mais un simple employé des finances ; puis après quelques acquittements, c'est la condamnation à mort de Duléry et le 25 septembre 1792, la Convention décrète que la Haute Cour Nationale est supprimée.

Enfin, le 10 mars, est institué le fameux Tribunal révolutionnaire qui sera la Haute Cour de la Convention, et qui eut à juger les Bailly, les Vergniaud, les Roland, les Danton, les Robespierre.

Après cet historique, M. Brunet en quelques mots énumère les principes dont il faut s'inspirer dans la Constitution d'une Haute Cour, et il dit : « Assemblées politiques
« toutes, soit par leur origine, soit par leur composition
« quelles garanties ces tribunaux, de quelque nom qu'on
« les appelle, offrent-ils à l'accusé, poursuivi par le pouvoir politique ? » Et il concluait ainsi : « A la Chambre
« l'acte initial en vertu duquel sera convoquée la Haute
« Cour, au pouvoir exécutif la poursuite, au jury la
« décision suprême ».

L'urgence fut refusée à la proposition de M. Brunet. Renvoyée à la Commission de revision des lois constitutionnelles, elle n'a pas été rapportée.

Proposition de M. Antide Boyer.

M. Antide Boyer, dans la nouvelle proposition qu'il déposait le 24 janvier 1901, abandonnait son idée d'une revision par une constituante et soumettait un projet de résolution tendant à la revision des lois constitutionnelles dans le but d'établir le système du referendum populaire en France.

Elle était ainsi conçue :

« Article 1^{er}. — Un dixième des électeurs inscrits a le
« droit de demander la revision de la Constitution, sur
« une formule qui puisse être acceptée ou repoussée par
« un oui ou par un non.

« Le même nombre d'électeurs peut, dans le mois qui
« suivra la promulgation d'une loi touchant la Constitu-
« tion ou ayant le caractère de réforme budgétaire, oppo-
« ser le veto à son application par une formule sur laquelle
« les électeurs français pourront se prononcer par un oui
« ou par un non.

« Article 2. — Le pouvoir exécutif devra consulter les
« électeurs par referendum dans les deux mois qui suivront
« la remise des pétitions électorales.

« Article 3. — La majorité absolue des suffrages a force
« de loi en matière de referendum.

« Article 4. — Le principe du referendum peut être
« appliqué sur les mêmes bases et en matière de réfor-
« mes budgétaires pour les affaires départementales et
« communales. »

Renvoyée à la Commission de revision des lois cons-
titutionnelles, cette proposition n'a pas encore été rap-
portée.

Rapport de M. Bérard.

Le 26 mars 1901, au nom de la Commission de revision des lois constitutionnelles dont il est président (1), M. Alexandre Bérard déposait son rapport sur la proposition de résolution de M. Gerville-Réache et sur le projet de M. Ch. Dumont.

(1) Voir plus haut la composition de cette Commission (page 118).

Ce rapport mérite d'autant plus de retenir l'attention que M. Alexandre Bérard est une des personnalités les plus en vue du parti radical et que les solutions auxquelles il s'arrête peuvent être considérées comme étant le programme de son parti, à l'heure actuelle.

« La Constitution de 1875, dit-il, n'était celle que « rêvait aucun républicain : elle n'était pas plus l'idéal « des Laboulaye, des Jules Simon, des Dufaure, que « celui des Grévy, des Gambetta, des Jules Ferry. » Le centre droit orléaniste qui a su l'imposer à l'Assemblée de 1871, n'a songé qu'à prendre des mesures contre le suffrage universel ; par exemple, lorsque sous la pression directe du maréchal de Mac-Mahon et de son ministre, le suffrage indirect fut créé pour l'élection du Sénat.

Malgré toutes ses imperfections, la Constitution de 1875 apparaît à M. Bérard comme la meilleure de celles qu'ait eues la France, mais « nous, les républicains, qui « ne voulons pas arrêter, paralyser la volonté du souve- « rain, c'est-à-dire du suffrage universel, nous devons « songer à améliorer l'édifice républicain de 1875 ».

Ces améliorations doivent tendre à assurer « réflexion « et maturité aux décisions du suffrage universel », à s'opposer à « des emballements irréflechis que le suffrage « universel pourrait regretter le lendemain ».

Pour entreprendre la revision, il est indispensable, comme on l'a toujours soutenu avec succès devant la Chambre (M. Jules Ferry, 24 mai 1884 ; MM. Jules

Méline et Ferdinand Dreyfus, 9 juin 1884 ; M. Adrien Bastid, 23 juin 1884 ; devant le Sénat (M. Dauphin, 21 juillet 1884 ; Jules Ferry, 25 juillet 1884), et comme le veut le précédent de 1884, que les deux Chambres se soient mises d'accord sur les points sur lesquels doit porter la revision avant d'aller au Congrès.

Ceci une fois admis, M. Bérard au nom de la commission propose les réformes constitutionnelles suivantes :

1° En matière budgétaire, la Chambre aurait le dernier mot après trois votes successifs, le Sénat ne pouvant rétablir de sa propre initiative les crédits proposés par le Gouvernement et supprimés par la Chambre. Cette réforme n'en serait pas une, d'après M. Bérard lui-même, puisqu'il écrit : « Ce ne serait là que l'interprétation exacte de la Constitution de 1875 ; mais, dans le débat fameux de 1876, cette manière de voir n'ayant pas été adoptée, il est nécessaire de la consacrer par un texte »,

Revenant à cette discussion de 1876, et reprenant tous les arguments invoqués par Gambetta, contre la théorie soutenue par Jules Simon, alors Président du Conseil, il conclut : « La théorie de Jules Simon met la Chambre à la discrétion du Sénat : en effet, si on reconnaît au Sénat l'égalité financière avec la Chambre, l'équilibre est rompu, celui-là ayant le droit formidable de dissolution... la thèse de Gambetta est théoriquement juste. » Et M. Bérard appuie de trois raisons : il en a été ainsi dans toutes les Constitutions de notre pays ; la Chambre des Députés représente plus directement que le Sénat l'ensemble des

contribuables ; si chacune des assemblées poussait son droit jusqu'au bout, ce serait un conflit sans solution possible.

« On doit bien le proclamer, le suffrage universel est le « souverain tout-puissant, pouvant gouverner et légiférer à sa guise », telle est la principale raison invoquée pour la seconde réforme proposée par la Commission.

2° Lorsque, après deux législatures successives, la Chambre aurait maintenu ses décisions en toute matière législative, le Sénat n'aurait plus le droit de s'opposer à ces décisions, lesquelles deviendraient des lois.

3° Suppression du droit de dissolution.

« Le droit de dissolution ne saurait être admis dans un « régime républicain : il est incompatible avec une République fondée sur le suffrage universel. »

Et M. Bérard rappelle que seuls les royalistes ont soutenu, en 1875, le droit de dissolution, l'usage qu'en fit le maréchal de Mac-Mahon en 1877 ; il félicite MM. Jules Grévy et Sadi-Carnot de n'y avoir jamais pensé, M. Casimir Périer « d'avoir cru plus sage de partir » ; M. Félix Faure « de n'y avoir pas pensé ou de n'avoir pas osé. »

4° Non-rééligibilité du Président de la République.

« La réélection du Président de la République est absolument contraire aux principes démocratiques et républicains : elle peut constituer un danger pour la « liberté. »

5° La Chambre des députés seule aurait le droit de renverser les ministères.

C'est la logique qui le veut : le Sénat qui n'est qu'un pouvoir pondérateur et modérateur ne saurait avoir l'initiative de la politique nationale ; c'est en outre, la pratique parlementaire admise dans tous les pays constitutionnels. « La pensée de la Constitution ne saurait être douteuse, « selon nous, mais puisque ce point de droit est contesté, « nous estimons qu'il faut le trancher par un texte formel « inséré dans la loi constitutionnelle. » Ainsi modifiée la Constitution n'apparaîtra pas comme un idéal, mais il y aurait de trop graves dangers à faire table rase.

C'est donc un programme minimum de revision que nous présente M. Bérard.

Ce rapport n'a pas encore été discuté.

Proposition de M. Th. Denis.

Le 28 mars 1901, M. Th. Denis déposait une proposition tendant à reviser les lois constitutionnelles.

Il se plaignait de ce que, en France, la Constitution fût consacrée exclusivement à l'organisation des pouvoirs publics, que « préparée et votée dans des conditions qu'il « est inutile de rappeler, elle ne renfermait rien qui eût « trait aux droits du citoyen vis-à-vis du pouvoir. » Or, dit-il, tous les peuples ont inscrit dans leurs constitutions les garanties du citoyen contre les abus du pouvoir, c'est la grande Charte de 1215, le Bill des droits de 1689 en Angleterre ; la Constitution de 1787 aux Etats-Unis, la

Constitution Suisse de 1848 ; la Constitution de la Belgique, la Constitution du Piémont devenue loi de l'Italie ; la Constitution Espagnole de 1869, etc... Notre Constitution de 1875 seule, manque à cette règle. Cette lacune est facile à combler, n'avons-nous pas la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen proclamée par l'Assemblée nationale, le 3 septembre 1791 ?

L'urgence demandée par Th. Denis lui fut refusée à quelques voix seulement et sa proposition renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles n'a pas encore été rapportée.

CONCLUSION

Depuis la revision partielle de 1881, il est indéniable que la question de la revision constitutionnelle a été une de celles qui ont le plus passionné l'opinion publique. Si l'intérêt qui s'y attache paraît aujourd'hui affaibli, la faute en est peut-être à ceux, qui ont durant longtemps présenté la revision de la Constitution comme un des articles principaux de leur programme et qui se sont refusés à la tenter, alors qu'ils étaient en mesure de le faire... C'est ainsi que souvent la surenchère électorale des partis détourne et corrompt les questions les plus graves, les plus vitales pour le pays.

Cette sorte d'indifférence qui a gagné la masse électorale n'a point arrêté l'initiative parlementaire : quarante-cinq propositions de revision, émanant des partis les plus divers, ont été déposés depuis 1886 sur les bureaux de la Chambre et du Sénat (1).

Trois périodes semblent avoir été surtout favorables à l'éclosion de ces propositions : l'année 1888 où le parti boulangiste, dans le pays et dans le Parlement, avait fait

(1) La part du Sénat est bien faible puisqu'on n'y trouve que trois propositions.

de la revision une plateforme électorale ; le mois de mars 1894 où les radicaux, par l'organe de M. Goblet, soulevèrent un grand débat à la Chambre ; enfin le mois d'avril 1896 où la Constitution elle-même se trouva mise en question, à la suite du conflit survenu entre le Sénat et le Cabinet Bourgeois.

Aucune de ces propositions n'a pu aboutir ; l'urgence avait été cependant adoptée le 30 mars 1888 sur une proposition de M. Camille Pelletan, mais c'était plutôt pour renverser le cabinet Tirard, qui s'opposait à cette urgence ; de même que c'est aussi à une surprise parlementaire qu'il faut attribuer le vote du 14 février 1889 renversant le Cabinet Floquet, successeur du Cabinet Tirard, parce qu'il avait, ne faisant que se conformer au vote du 30 mars 1888, déposé un projet de revision.

On peut presque dire qu'il n'est pas un article de nos lois constitutionnelles qui ait trouvé grâce devant les réformateurs. Les lois organiques elles-mêmes, qui pourtant peuvent être modifiées sans revision proprement dite, sont néanmoins fréquemment visées dans les propositions de revision que nous venons d'étudier.

Ce sont les pouvoirs du Président de la République, son mode d'élection, sa suppression même qui font l'objet des propositions de MM. Jolibois, Pelletan, général Boulanger, Bourgeois (Jura), de Gasté, Goblet, Gauthier de Clagny, Vaillant, René Gautier, dans le rapport de M. Bérard.

C'est le Sénat dont demandent tantôt la suppression,

tantôt seulement la restriction des attributions MM. Gervais Rousseau, Delpech, Bayol, Anglès, Pelletan, Bourgeois (Jura), Floquet, de Gasté, Gauthier de Clagny, Goblet, Vaillant, René Gautier, Brunet, Albert Chiché, Dumont, Bérard.

C'est l'article 8 de la loi du 25 février 1875 que veulent reviser pour substituer une Constituante au Congrès, MM. Wickersheimer, A. de la Forge, Tony Révillon (rapport), Maujan, Paulin Méry, Pierre Richard, Michelin, de Ramel, Albert Chiché.

C'est le referendum que veulent instituer, soit pour les lois constitutionnelles seulement, soit aussi pour toutes les lois budgétaires MM. le général Boulanger, Paulin Méry, Naquet, Michelin, Vaillant, René Gautier, Antide Boyer.

C'est l'accession des femmes au vote et à l'éligibilité que demande M. de Gasté. Ce sont les ministres de la Guerre et de la Marine seuls que MM. Gaudin de Villaine et Liais voudraient voir pris en dehors du Parlement, tandis que M. Naquet demande que tous soient choisis en dehors du Sénat et de la Chambre.

C'est la responsabilité ministérielle que voulaient modifier MM. le général Boulanger, Floquet, Michelin. C'est la suppression du Parlement en cas de guerre que propose M. Gauthier de Clagny, — c'est enfin une réforme de la Haute-Cour que vise M. Brunet.

On voit ainsi combien de points différents ont été traités par les partis les plus divers. En présence du grand

nombre et de la complexité de toutes ces propositions, il semble difficile de les classer dans des catégories distinctes : si l'on tente en effet une classification par partis, il peut être intéressant de constater les variations successives des programmes, depuis les projets Pelletan et Bourgeois de 1888 jusqu'au rapport de M. Alexandre Bérard (mars 1901) ; mais on se heurte à une difficulté assez inattendue ; il se trouve que les partis les plus opposés et qui, semble-t-il, devraient avoir une très grande divergence d'idées, présentent au contraire des solutions presque identiques et découlant des mêmes principes.

N'a-t-on pas dit, en effet, que le césarisme naissait de la démagogie et que Boulanger, c'était Clémenceau à cheval ? Une classification par partis, quelque curieuses donc que soient les constatations que l'on pourrait faire, ne semble point suffisamment précise, d'autant que les propositions de revision émanent fréquemment de députés ou de sénateurs qualifiés « indépendants ».

Une classification par matière, en présence de la diversité des sujets abordés, apparaît comme trop compliquée et impossible, d'autant plus qu'elle exigerait en quelque sorte la dissection de chaque proposition pour en disséminer les membres chacun dans leur classe spéciale.

Mais si on se détache un instant des formules diverses, des solutions étroites et contradictoires, pour considérer dans leur ensemble les idées directrices dont se sont inspirés les auteurs de toutes ces propositions, il apparaît

aussitôt des liens communs qui rattachent leur diversité, leur complexité apparentes.

« Ce qui fait l'intérêt dominant dans les institutions « d'un pays, a dit Gladstone (1), c'est la manière dont « elles combinent et dont elles pondèrent les forces « publiques dans l'exercice de l'action gouvernemen- « tale. » Or, pour parler comme le grand homme d'Etat anglais, il y a deux manières de combiner, de pondérer les forces publiques. Ou bien on établit entre ces forces une égalité absolue de manière à ce qu'elles se contrebalancent : « Et l'équilibre est la loi suprême des sociétés, « comme il est la loi de la nature et de la vie : équilibre « européen, garantie de la liberté des nations ; division « des pouvoirs, garantie de la liberté des personnes (2). » Ou bien, on donne à l'une de ces forces la suprématie sur les autres : Le Sénat supprimé, pour concentrer tous les pouvoirs en une Chambre unique, « le pouvoir exécutif ramené au rôle d'agent d'exécution » (3), le législatif subordonné à l'exécutif ; c'est toujours la même théorie, théorie du despotisme, qu'il soit jacobin ou qu'il soit césarien.

Maintenir ou rompre l'équilibre entre les forces publiques, tels sont donc les deux principes directeurs entre lesquels il faut choisir.

(1) Nos cousins de l'autre côté de l'Océan. Article paru dans le *North american review*, septembre 1878.

(2) M. Paul Deschanel, discours de réception à l'Académie française.

(3) M. René GOBLET. — La revision de la Constitution, 1893.

Et ce sont de l'un ou l'autre de ces deux principes que découlent inévitablement, malgré leurs auteurs quelquefois, toutes les propositions de revision constitutionnelle.

PREMIÈRE PARTIE

Propositions qui se rattachent à la théorie de l'équilibre.

La Constitution de 1875 est elle-même basée sur cette loi de l'équilibre, il s'ensuit donc que la plupart des propositions qui tendent à la reviser, parce que mauvaise, s'inspirent de la théorie contraire ; néanmoins, un certain nombre de ces propositions visent surtout des imperfections que l'usage a sanctionnées mais qui sont contraires à la lettre et à l'esprit même de la Constitution.

A l'heure actuelle, l'équilibre paraît véritablement rompu en faveur du Parlement qui est arrivé, comme nous le disions au début de cette étude, par son ingérence continue à absorber en quelque sorte l'exécutif.

Aussi, devons-nous considérer toute mesure destinée à enrayer cette suprématie comme inspirée par la théorie de l'équilibre. Le referendum est une de ces mesures.

Le Referendum.

On ne trouve aucune trace du Referendum dans notre Constitution : ce n'est que par une revision qu'il pourrait y être introduit et c'est ce que demandent dans leurs propositions MM. le général Boulanger, Paulin Méry, Naquet, Michelin, René Gautier, Vaillant et Antide Boyer ; il semble donc n'être souhaité que par les partis extrêmes, puisque MM. Paulin Méry, Naquet, Michelin furent les amis du général Boulanger et que MM. Vaillant et Antide Boyer sont socialistes, de nuance diverse, il est vrai. L'argument invoqué est pourtant le même chez tous : c'est au nom de la souveraineté nationale que le peuple doit être directement consulté, pour l'adoption des lois constitutionnelles seulement (M. René Gautier), des lois constitutionnelles et budgétaires (M. Antide Boyer), de toutes les lois d'intérêt général (MM. le général Boulanger, Naquet, Paulin Méry, Michelin, Vaillant).

Il semble bien que dans l'esprit des auteurs de ces propositions le referendum doive remplir, suivant l'expression de M. de Laveleye, « l'office d'un conseil de revision qui « cassera ou ratifiera les décisions de l'Assemblée représentative après un long et nouveau débat transporté, « cette fois, sur le forum ».

Le referendum ne doit d'ailleurs pas nous effrayer comme une nouveauté en France ; depuis une dizaine d'années environ, il est expérimenté d'une façon restreinte,

au point de vue communal. La première expérience a été tentée à Cluny en 1888, au sujet d'un emprunt; puis à Bagnols, à Riom, à Bergerac, les municipalités consultèrent les électeurs sur l'opportunité de telle ou telle mesure, emprunt, déplacement d'un marché, etc. Une « circulaire confidentielle » du ministre de l'Intérieur, en date du 23 mars 1889, tenta d'étouffer cette liberté naissante et l'administration préfectorale s'opposa en novembre 1892 et en janvier 1895, à la convocation des électeurs, demandée par le conseil municipal de Paris, sur la Convention avec la Compagnie du Gaz et sur la construction du métropolitain. En revanche, à Beauvais, à Meudon, à Dijon, à Pont-Audemer, le referendum provoqué par les Conseils municipaux fonctionnait avec un plein succès en 1896 et en 1897. D'autres expériences étaient également faites au Blanc et à Calais (en 1897), à Arcachon, à Fougères, à Issoire, à Morlaix (1898), enfin à Rochefort (février 1900).

Des affaires communales, le referendum ne tardera pas vraisemblablement à s'étendre aux affaires intéressant un département tout entier. Au Conseil général de l'Orne (session d'août 1900) M. Christophle, président de cette Assemblée, a proposé de consulter tous les Conseils municipaux sur un projet de tramway à établir dans le département. « Ce n'est pas à proprement parler une « consultation populaire, a-t-il dit, c'est un referendum, « c'est-à-dire, l'idée de consulter sur un projet un grand « nombre d'intéressés en dehors de l'Assemblée qui délibère sur ce projet. »

En s'en tenant à cette définition il est permis de dire que l'Etat lui-même commence à frayer le chemin qui mène au referendum législatif.

Le 9 avril 1896, M. Sarrien, ministre de l'Intérieur, n'a-t-il pas en effet invité les Conseils généraux à se prononcer sur le projet d'impôt sur le revenu présenté par M. Doumer ?

En avril 1899, tous les Conseils généraux de France n'ont-ils pas été également consultés par le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, d'après un questionnaire précis, rédigé par M. Ribot, Président de la Commission parlementaire de l'enseignement ?

Et enfin tout récemment, en août 1901, le ministre du Commerce, exécutant une décision de la Chambre, ne vient-il pas de demander à toutes les Associations professionnelles leur avis sur le projet de loi sur les retraites ouvrières, actuellement en discussion au Parlement ? Qu'on appelle cela enquête plutôt que referendum, le principe n'en est pas moins admis.

Mais ce « referendum de consultation » ante legem pour ainsi dire, par lequel les assemblées consultent leurs électeurs sur une réforme très discutée, diffère notablement du « referendum de ratification » qui intervient après que les Chambres ont achevé leur œuvre.

Le premier n'est en somme, qu'une consultation officielle après laquelle les assemblées restent maîtresses de prendre telle ou telle décision ; mais le second, qui permet aux électeurs de casser les décisions de leurs mandataires,

n'est-il pas un échec sensible à la logique du régime représentatif ?

Ce ne serait point là d'ailleurs une considération à arrêter les auteurs des propositions qui tendent à introduire le referendum dans notre constitution.

Pour M. le général Boulanger, pour M. Naquet, pour M. Paulin Méry, la souveraineté nationale du peuple doit s'exercer à tout instant, au-dessus de ses délégués : pour M. Vaillant, le referendum ne serait que l'application du gouvernement direct du peuple qui doit tendre à se substituer partout au gouvernement représentatif, « gouvernement de la bourgeoisie ».

C'est toujours l'idée de J.-J. Rousseau.

« Les députés du peuple ne sont et ne peuvent être ses « représentants ; ils ne sont que ses commissaires ; ils « ne peuvent rien conclure définitivement. Toute loi que le « peuple en personne n'a pas ratifiée est nulle : ce n'est « point une loi (1). »

Nous ne nous engagerons point dans une discussion théorique dans laquelle à J.-J. Rousseau nous pourrions opposer Montesquieu et Siéyès. — Mais quand même les institutions politiques contrarieraient quelquefois la logique et l'ordonnance symétrique des choses, on doit les excuser si pratiquement, elles concourent à rendre plus juste, plus éclairé, l'exercice du pouvoir.

L'institution du referendum, avec nos mœurs actuelles,

(1) *Contrat social*, Livre III, Chapitre XV.

aurait-elle ce résultat ? Nous ne sommes plus au temps de Siéyès où le peuple n'avait pas d'instruction pour comprendre les projets qui lui étaient soumis, ni de loisir pour les étudier : nous croyons, au contraire, qu'en bien des matières le peuple serait un législateur autrement avisé que ses mandataires, il ne se laisserait point capter par des combinaisons de couloirs, ni influencer par une question politique : et la question de confiance posée par le Ministère pour obtenir le vote de tel ou tel projet ne viendrait pas fausser et dénaturer le sens des votes.

D'autre part, ce serait un frein, et un frein nécessaire à l'omnipotence des législateurs. Il y a longtemps que Jefferson, l'un des plus puissants apôtres qu'ait eus la démocratie, a dit : « La tyrannie des législateurs est actuellement « et sera pendant bien des années encore le danger le « plus redoutable ». Le jour où députés et sénateurs, en déposant leur bulletin dans l'urne, se demanderaient si, quelques jours après, leurs électeurs sur cette question, vont leur donner tort ou raison, bien des surprises parlementaires ne se produiraient plus et on ne confierait plus aussi volontiers sa boîte de bulletins à un collègue complaisant.

Ce n'est pas que le referendum nous apparaisse comme devant s'appliquer automatiquement à toutes les lois. Ce serait provoquer, à bref délai, l'indifférence des électeurs en même temps que rabaisser les élus ; mais il serait facile de délimiter une catégorie de lois qui intéresseraient au même degré tous les Français, habitants des villes ou

des campagnes, patrons ou ouvriers, par exemple la loi sur les retraites, qui devraient être soumises à la sanction populaire.

Et puisqu'il paraît admis que le referendum doit être considéré bien plutôt comme un frein que comme un aiguillon pour le Parlement ; pourquoi, alors que tout le monde est d'accord pour déplorer l'instabilité ministérielle, pour reconnaître que c'est toujours sur une question secondaire que succombe le Cabinet et que celui qui lui succède, s'il est composé d'hommes différents, pratique cependant la même politique, pour avouer que ce sont là jeux parlementaires — le Colin-Maillard du portefeuille — destinés à satisfaire certaines ambitions, mais dont souffrent gravement les intérêts de la nation tout entière ; pourquoi le pays, dans cette question, très importante au fond, d'un changement de ministère ne serait-il pas appelé à donner son opinion ?

Ne pourrait-on pas admettre qu'un Cabinet, mis en minorité par le Parlement, ait le droit avant de remettre sa démission aux mains du président de la République d'en appeler au suffrage universel par voie de referendum ? Et ce jour-là pour le grand bien de nos affaires publiques l'exécutif recouvrerait vis-à-vis le Parlement une indépendance qu'il a perdue depuis longtemps, pendant que de leur côté, sénateurs et députés, pour qui la crainte des électeurs est le commencement de la sagesse, cesseraient de se livrer au jeu des combinaisons ministérielles comme

des enfants qui n'élèvent des châteaux de carte que pour les renverser.

Avec les espérances, avec les craintes qu'elle peut faire concevoir, l'institution du referendum, qu'il ne faut pas confondre avec le plébiscite (1), nous paraît néanmoins mériter une expérience, aussi modeste, aussi prudente qu'on le voudra et il nous semble que la politique s'anoblirait et que le peuple ne pourrait qu'y gagner si le suffrage universel pouvait être mis à même de juger les idées directement sans les incarner en des personnes.

La Présidence de la République.

« Elu par les membres du Parlement, irresponsable
« aux termes de la Constitution, le président de la République ne peut exercer sur la marche des affaires aucune
« action loyale et féconde ; et d'autre part, son origine le
« soumet fatalement à toutes les fluctuations parlemen-

(1) « Le plébiscite français est une espèce de vaccin contre le suffrage universel, inventé par la dictature pour se débarrasser des
« mouvements continuels de l'opinion en inoculant au peuple une
« crise de consultation nationale après laquelle il s'endort, épuisé,
« pendant de longues années...

« Le referendum, c'est justement et de tous points le contraire.

« L'examen que le plébiscite ferme, il l'ouvre.

« L'opinion que le plébiscite endort, il la tient en éveil.

« L'homme que le plébiscite rend tout puissant, il le contrôle et
« limite son pouvoir : ou, plutôt, il n'investit pas un homme de sa
« souveraineté, il la garde par devers lui. » *Revue politique et parlementaire*, 1, xiii, p. 261.

« taires. » Ainsi s'exprime M. Gauthier de Clagny dans sa proposition de revision du 28 janvier 1895.

Il semble donc, et nous croyons que c'est la pensée de l'honorable député de Seine-et-Oise, que la fonction présidentielle, par l'origine que lui assure la Constitution de 1875, et par les empiètements incessants dont elle a été l'objet, soit devenue « ce pouvoir exécutif subordonné » auquel voulait tendre M. Goblet. C'est donc pour cela que nous considérons comme s'inspirant de la théorie de l'équilibre les propositions qui tendent à assurer à l'exécutif vis-à-vis le législatif, l'indépendance qu'il a perdue. Mais nous ne saurions comprendre dans ce nombre toutes celles qui veulent attribuer au suffrage universel l'élection du président de la République. Si à l'heure actuelle en effet, nous trouvons que l'équilibre est rompu, légèrement, par la dépendance, non point théorique certes ni constitutionnelle mais réelle, dans laquelle le président de la République se trouve vis-à-vis de ses huit cents électeurs, à plus forte raison l'équilibre serait-il rompu en sens inverse le jour où, en face d'un Parlement profondément divisé et qui ne puise son autorité que dans de petites circonscriptions administratives, se dresserait un chef d'Etat appuyé sur des millions de suffrages. Les propositions qui proposent l'élection du président de la République par le suffrage universel nous semblent donc se rattacher au principe du despotisme. Il n'en est pas de même des théories transactionnelles de MM. de Gasté et Gauthier (de Clagny).

M. de Gasté donnait de sa proposition une explication assez originale : « Le système actuel, disait-il, a l'inconvénient de donner intérêt aux députés et aux sénateurs à augmenter le nombre et les appointements des fonctions auxquelles le Président de la République peut les appeler et le Président de la République nommé par eux a le même intérêt (1). » Aussi proposait-il de faire élire le Président de la République par une Assemblée composée d'autant de membres qu'il y a de députés et de sénateurs, nommés spécialement à cet effet, de la même manière que les députés et sénateurs, mais ne pouvant être pris parmi eux.

Une pareille disposition supprimerait absolument l'inconvénient de voir le Président de la République dépendre du Parlement ; mais en pratique, on retomberait dans l'inconvénient bien plus grave de l'élection directe par le peuple. Il se produirait, en effet, inévitablement, ce qui est arrivé aux Etats-Unis dans la constitution desquels

(1) « Le nom du Président sortira avec la suspicion du moins de quelques brigues, car c'est le mot que cela reçoit dans la République ; des voix d'hommes auxquels la malveillance, l'envie, la faction, car il faut oser descendre dans le cœur même des factions, pour y surprendre leurs mauvaises pensées, auxquels ces factions pourront dire : Toi, tu as nommé le Président de la République parce qu'il était ton parent et que tu voulais grandir en lui ta famille. Toi, tu as donné au Président de la République ta voix, parce qu'il était ton ami personnel, et que dans la grandeur de sa fortune, tu voulais élever ta propre fortune. Toi, tu as nommé le Président de la République, parce qu'on t'a promis une ambassade ; toi, parce qu'on t'a promis une préfecture. »

(LAMARTINE. — *Discours sur la Présidence*, séance du 6 octobre 1848.)

M. de Gasté paraît avoir puisé son système. C'est en effet par un suffrage à deux degrés qu'est élu le Président des Etats-Unis, chaque Etat désignant les électeurs présidentiels de la manière déterminée par sa législature.

Mais la pratique a introduit le mandat impératif pour les électeurs présidentiels et les bulletins même qui servent à élire ces électeurs portent en tête le nom du candidat à qui ils doivent donner leur suffrage. C'est donc bien l'élection directe par le peuple : tel serait aussi le résultat du système proposé par M. de Gasté.

Il ne nous reste donc que « la théorie transactionnelle » proposée le 12 mars 1894 par M. Gauthier de Clagny. Mais ce ne fut que par voix d'interruption et aucune proposition n'est venue l'appuyer.

Nous croyons cependant que ce système est celui proposé depuis un certain nombre d'années par des écrivains, des hommes d'Etat, des polémistes : en voulant soustraire le chef de l'Etat aux influences et aux exigences d'un corps électoral trop restreint, sans aller jusqu'à l'élection directe par le peuple, ils proposent d'agrandir le collège électoral actuel en y adjoignant les Conseillers généraux et les Conseillers d'arrondissement de toute la France, certains même vont jusqu'aux Conseillers Municipaux. Cette idée n'est pas absolument nouvelle : elle semble contenue en germe dans le projet de Constitution déposé le 19 mai 1873, au nom de M. Thiers (1), mais aucune proposition parlementaire ne s'en est faite l'écho.

(1) Article 9. — Le Président de la République est nommé par un

Il semble pourtant qu'il se manifeste dans le pays une tendance à élargir le corps électoral destiné à élire le Président de la République et ce serait évidemment par l'adjonction des Conseillers généraux et des Conseillers d'arrondissement que cette réforme pourrait être accomplie de la manière la plus prudente et peut-être la plus heureuse.

Les Ministres.

De même que le Président de la République, il semble que nos mœurs parlementaires aient fait des ministres les simples commis des Assemblées ou, suivant une forte expression que nous avons entendue à la tribune du Parlement, les ait mis « à la remorque des députés ».

Et pourtant leur devoir serait « de guider la majorité, la discipliner et la commander » (1). Pour expliquer comment ils sont arrivés à renverser ainsi leur rôle, c'est toute l'histoire du parlementarisme en France qu'il faudrait refaire :

Il faudrait raconter cette lente absorption de l'exécutif par les membres du Parlement, l'édification laborieuse, « à côté de notre Constitution officielle, qu'on trouve dans

congrès composé : 1° des membres du Sénat ; 2° des membres de la Chambre des représentants ; 3° d'une délégation de trois membres délégués par chacun des Conseils Généraux de France et d'Algérie dans leur session annuelle du mois d'août.

(1) M. ESMEIN. — *Eléments de droit Constitutionnel*, p. 96.

« nos recueils de lois, en vertu de laquelle le pouvoir exécutif est exercé par des ministres responsables devant le Parlement et auxquels le personnel administratif est subordonné, d'une Constitution qui n'est écrite nulle part, mais qu'on trouve partout, une Constitution parasite qui a poussé peu à peu à côté de l'autre et qui l'a faussée, suivant laquelle le pouvoir exécutif est exercé dans les bureaux des ministères, à Paris, avec la coopération active des sénateurs et des députés, et dans les départements, dans les bureaux des administrations locales, avec la collaboration active de ces mêmes sénateurs et députés, et des politiciens élus ou non (1). »

Ceci était dit en 1894, et depuis il semble bien que la Constitution parasite a de plus en plus étouffé la Constitution officielle.

Pour soustraire les ministres à cette ingérence abusive des membres du Parlement dans les affaires de leur administration, pour leur assurer une certaine indépendance, divers systèmes ont été proposés :

Dès le 12 janvier 1888, MM. Gaudin de Villaine et Liais demandaient que les ministres de la Guerre et de la Marine, en raison de la continuité de vues qui doit présider à l'organisation de la défense nationale, en raison de ce principe qui voudrait que la politique ne jouât aucun rôle en une telle matière, fussent pris en dehors du Par-

(1) M. Paul DESCHANEL. — *La République nouvelle*, pp. 129 et 130.

lement et ne fussent responsables que devant le président de la République.

Le 4 juin 1888, c'était le général Boulanger qui voulait que le cabinet tout entier ne fût responsable que devant le président de la République.

C'était presque à la même conclusion qu'arrivait M. Floquet, lorsque le 15 octobre 1888, il demandait « des ministres nommés par le président de la République pour la durée de la période du renouvellement législatif, et pouvant toujours être maintenus par lui dans leurs fonctions. » Il est vrai qu'à la rigueur de ce principe il apportait aussitôt une atténuation : « Les ministres étant responsables devant la Chambre des représentants qui peut les mettre en accusation devant le Sénat et qui peut aussi réclamer leur renvoi par une déclaration formelle qu'ils ont perdu la confiance de la nation, conformément à la procédure prescrite par l'article 28 de la loi du 24 avril 1791. »

Dans le même ordre d'idées encore (le 10 mars 1894), M. Naquet demandait que les Ministres fussent pris en dehors de l'Assemblée. « Dire aux membres du Parlement : renversez les ministres et vous les remplacerez, c'est créer méthodiquement le gâchis. »

M. Michelin (proposition du 10 mars 1894) allait encore plus loin : d'après lui, le pouvoir exécutif devait être élu par le peuple.

Toutes ces propositions tendent à un but commun : la séparation très nette de l'exécutif et du législatif, alors

que dans nos mœurs actuelles l'exécutif est absorbé et annihilé.

L'idée de prendre les ministres en dehors des assemblées n'est pas nouvelle. Lanjuinais la défendait déjà devant la Constituante, la Constitution de 1791, celle de l'an III l'ont proclamée (1), elle est appliquée dans la Constitution des Etats-Unis. C'est également dans cette constitution que fonctionne le système du Cabinet responsable seulement devant le Président de la République.

Ces exemples n'ont pas été très heureux, néanmoins il semble que certains ministères spéciaux, la guerre, la marine, les travaux publics, gagneraient à être confiés à des spécialistes qui pourraient rendre infiniment plus de services que des ministres de Cabinet issus des luttes parlementaires et y restant mêlés.

En résumé, soustraire le Président de la République aux influences parlementaires par l'élargissement du collège électoral destiné à l'élire; mettre un frein à l'omnipotence des Assemblées par l'institution du referendum s'appliquant aux grandes lois d'intérêt général; séparer nettement l'exécutif du législatif soit en prenant les ministres en dehors des assemblées, soit en restreignant

(1) Article 136. — A compter du premier jour de l'an V de la République, les membres du corps législatif ne pourront plus être élus membres du Directoire exécutif, ni ministres, soit pendant la durée de leurs fonctions législatives, soit pendant la première année après l'expiration de ces fonctions.

la responsabilité ministérielle, telles sont des idées générales qui semblent avoir guidé les auteurs des diverses propositions se rattachant à la théorie de l'équilibre.

DEUXIÈME PARTIE

Propositions qui se rattachent à la théorie du despotisme.

Nous avons déjà dit que c'étaient les plus nombreuses : elles émanent des partis les plus divers, depuis les bonapartistes qui demandent le plébiscite, jusqu'aux socialistes qui veulent supprimer la Présidence de la République et le Sénat.

Toutes ces propositions, quelle que soit leur origine, tendent à attribuer à une de ces « forces publiques » dont parlait Gladstone la suprématie sur les autres. Ou bien elles le proclament comme un principe à appliquer (parti bonapartiste et socialiste), ou bien, sans le dire, elles y tendent par des moyens détournés (parti radical).

La Présidence de la République.

D'une part nous trouvons ceux qui demandent sa suppression pure et simple, et ceux qui, sans aller jusque-là, tendent par une diminution de pouvoirs à enlever au chef

de l'Etat toute action sur la politique du pays. D'autre part sont ceux qui, en demandant l'élection du Président de la République par le suffrage universel, arrivent en réalité à son omnipotence.

Les propositions de MM. Vaillant et Basly voudraient que les fonctions du Président de la République fussent attribuées à la Chambre ; nous verrons plus loin qu'ils demandent également la suppression du Sénat ; c'est donc à une Assemblée unique, quoiqu'ils n'en fassent pas mention, Assemblée qui concentrerait tous les pouvoirs, qu'aboutit leur système.

Diminuer l'autorité du Président de la République de manière à supprimer « son action personnelle difficilement conciliable avec les principes d'un Etat républicain », suivant l'expression de M. Goblet, tel paraît être le but poursuivi dans leurs propositions par MM. Pelletan, Bourgeois (Jura), Goblet, Bérard (rapport). Il est à remarquer que cette théorie a subi de fortes atténuations depuis qu'elle a été exposée dans son intégrité par MM. Goblet et Pelletan. Ce n'est pas, nous en sommes certains, parce que les opinions revisionnistes du parti radical se sont modifiées, mais bien parce que c'est le pouvoir personnel du Président de la République, contre lequel s'indignait M. Goblet, qui a disparu, de sorte que le parti radical a pu voir de jour en jour se réaliser son idéal sans revision de la Constitution.

Aussi nous ne trouvons plus qu'un écho très affaibli des revendications passées dans le rapport de M. Bérard qui

se contente de demander la suppression pour le Président de la République, du droit de dissolution, ainsi que sa non-rééligibilité; mais ce n'est plus là qu'une mesure de prudence, peut-être superflue, que M. Bérard place sous le patronage de Cincinnatus.

L'élection du Président de la République par le suffrage universel, tel est l'objet des propositions de MM. Jolibois, Général Boulanger, Michelin, René Gautier, Déroulède.

C'est évidemment là un mode simple, mais, outre qu'il a laissé en France d'assez mauvais souvenirs, il arriverait fatalement, en présence des courants passionnés et brusques du suffrage universel, que l'homme choisi par la Nation, même en restant dans son rôle constitutionnel, exercerait sur les affaires du pays une prépondérance aussi à redouter que l'omnipotence actuelle du Parlement.

Que ce soit le despotisme d'un homme, auquel aboutirait l'élection par le peuple, que ce soit le despotisme d'une Assemblée, auquel nous conduiraient les théories de M. Goblet et de ses disciples, nous trouvons que le Comité de salut public, aboutissement logique de la Convention, pas plus que l'Empire, né de la Constitution de 1848, ne sont des modèles à copier, mais bien des exemples à méditer.

Laissons-les à ceux dont l'esprit autoritaire et simpliste cherche toujours des solutions plus ou moins absolues à des questions toutes relatives, et concluons avec

M. de Laveleye : « Nulle part la république n'a eu cette
« forme simple que certains de ses partisans ont toujours
« voulu lui imposer en France. Si, obéissant à une logique
« superficielle et à une manie de simplification irréfléchie,
« on tente de nouveau de la fonder sous cette forme, on
« ne parviendra pas à la faire durer, parce qu'elle ne
« sera qu'un despotisme hypocrite et insupportable (1). »

Le Sénat.

Vis-à-vis le Sénat, nous observons encore la même double attitude : d'un côté les intransigeants qui demandent nettement sa suppression, de l'autre ceux qui par des restrictions à son rôle, tendent en fait à l'annihiler.

La suppression du Sénat est demandée dans les propositions de MM. Pelletan, Révillon (rapport), Naquet, Vaillant et Bayol. Leur argument est à peu près le même : en face du suffrage universel, seul souverain, ne doit pas pouvoir se dresser le suffrage restreint. C'est, toujours, mais modifiée par les mœurs, la raison de Siéyès :

« La loi est la volonté du peuple : un peuple ne peut
« pas avoir en même temps deux volontés différentes
« sur un même sujet ; donc le terrain législatif, qui repré-
« sente le peuple, doit être essentiellement un. »

(1) M. Emile DE LAVELEYE. — *Le Gouvernement dans la démocratie*. I. II. p. 218.

C'est là le grand argument que l'on emploie toujours et par lequel on pourrait arriver aux pires sophismes : « la volonté du peuple doit faire la loi. »

Tout démocrate, qui met le salut de son pays au-dessus d'un syllogisme de Rousseau ou de Siéyès, doit bien considérer ceci : sans soulever la difficulté qu'il y a à connaître la volonté du peuple, ne serait-ce pas une erreur de dire que cette volonté doit être souveraine si ce n'était que l'expression des caprices ou de l'ignorance de la foule ?

En toutes circonstances d'ailleurs, les plus empressés à soutenir cette thèse déniaient cette volonté lorsqu'elle est contraire à leurs désirs ou à leurs théories : le jour où le suffrage universel aurait reçu une organisation différente, le jour où sa volonté serait autre chose que le reflet des passions de quelques politiciens, le jour où, conscient de ses intérêts, il pourrait les discuter lui-même, ce jour-là certes, on pourrait parler de la volonté du peuple parce que qui dit volonté dit conscience et réflexion ; mais, tant que la démocratie restera inorganisée au grand profit de ceux qui la grisent et l'exploitent, la volonté du peuple ne sera qu'une figure de rhétorique.

A côté des intransigeants, nous trouvons ceux qui, tout en s'en défendant et en demandant seulement la suprématie de la Chambre issue du suffrage universel, arrivent, en convertissant le Sénat en une simple Assemblée de contrôle, à le supprimer en fait.

Telles sont les propositions de MM. de Sourigues, Bourgeois (Jura), Goblet, Brunet, Albert Chiché, Dumont, Bérard (rapport), Gervais-Rousseau. C'est le rapport de M. Bérard qui doit être considéré, à l'heure actuelle, comme contenant le résumé et l'expression de toutes ces tendances.

M. Bérard demande que le dernier mot appartienne à la Chambre, en matière budgétaire, après trois votes successifs, en matière législative, après deux législatures, que la Chambre seule ait le droit de renverser les ministères.

Voilà donc ce qu'on nous offre : un corps purement consultatif. Mais alors à quoi bon le Sénat ? Le Conseil d'Etat suffirait. Et la conclusion logique du système, nous la connaissons : c'est la concentration de tous les pouvoirs réels aux mains d'une chambre. C'est le régime conventionnel, ce n'est plus le régime parlementaire.

Et c'est au moment où les députés, par une étrange mal-connaissance de leurs rôles, comme si au lieu d'être les mandataires de la Nation, ils en étaient les maîtres, oublient que le premier devoir des Parlements, la raison même de leur institution, a été de retenir les gouvernements dans la voie des dépenses, les y poussent au contraire, et d'heure en heure augmentent le déficit au lieu de le réduire ; c'est à ce moment-là que l'on veut renverser la seule digue qui puisse faire obstacle à cette marée montante des dépenses : le Sénat !

Inscrire dans la Constitution que la Chambre seule aura

le droit de renverser les ministères — quelle sanction aurait une pareille règle ? Car, du moment que le Sénat subsiste, s'il refuse, pour renverser un cabinet, de consentir certaines dépenses ou de voter certaines lois — le ministère les engagera-t-il, les appliquera-t-il quand même ? Alors, c'est bien en fait, la suppression du Sénat. C'est bien le retour à l'Assemblée unique, à cette conception périlleuse et rétrograde, dont diverses expériences auraient dû nous guérir, mais à laquelle par goût d'abstraction et de logique pure certains partis reviennent toujours.

Et à côté de ces doctrines, absolutistes ou déguisées, une autre tend à se faire jour. En face d'une représentation purement politique, la Chambre des Députés, pourquoi ne pas créer une représentation professionnelle, connaissant les intérêts du pays, plus apte peut-être à bien diriger les affaires publiques, et représentant toutes les deux des aspects différents de la souveraineté nationale ?

L'idée est ancienne. Sismondi, dans ses études sur les constitutions libres, Prins dans *La Démocratie et le régime parlementaire* l'ont déjà préconisée. Au Parlement elle a trouvé un écho. M. l'abbé Lemire, M. Delafosse, l'ont défendue à la tribune. Et il y a peut-être un instinct juste, une vue d'avenir dans cette conception qui consiste à donner une part dans la représentation nationale à ces syndicats agricoles, à ces syndicats ouvriers, à ces sociétés de secours mutuels, aux chambres de commerce, aux chambres d'agriculture, etc., en un mot à la Nation qui

travaille, à côté des comités locaux et des coteries, la Nation qui parle.

Il semble que les travaux parlementaires, depuis 1884, n'aient guère avancé la solution de cette question de la revision des lois constitutionnelles. Comme nous le disions plus haut, l'intérêt qui s'y attache paraissant aujourd'hui affaibli, il est douteux qu'elle s'impose bientôt à l'attention du Parlement.

C'est d'ailleurs, par un singulier retour des choses de la politique, les partis autrefois les plus ardents à reprocher à la Constitution de 1875 son origine monarchiste, les plus empressés à réclamer sa revision au nom de la Souveraineté nationale qu'elle confisquait, qui paraissent à l'heure actuelle, la considérer comme le rempart de la République, cependant qu'au contraire les partis qui la défendaient avec courage, il y a dix ans, semblent tout à coup en avoir découvert les défauts et peu éloignés de les proclamer.

Question politique, dira-t-on ; certes, pour tous ceux qui prétendent faire de la Constitution ou du gouvernement de leur pays, un instrument d'oppression contre la minorité ou la raison sociale d'une association à toutes fins. Mais il serait profondément triste, pour l'avenir de la France, de croire que ceux-là sont le plus grand nombre.

Pour nous, qui estimons que l'organisation constitutionnelle et administrative de notre pays doit être faite,

non en vue de favoriser à tel ou tel parti la poursuite ou la conservation du pouvoir, mais bien pour sauvegarder les intérêts généraux de la Nation, pour assurer à tous les citoyens le maximum de liberté compatible avec les droits supérieurs de l'Etat, nous disons que la question constitutionnelle est un de ces problèmes délicats et complexes, qui doivent se résoudre à l'aide de toutes les lumières de la science, par l'accord de toutes les bonnes volontés et non par des considérations électorales ni par un empirisme grossier.

Certains que ce jour-là la solution que l'on apporterait à la crise parlementaire que nous subissons — répudiant hautement tout despotisme, hypocrite ou avoué, soit d'un homme, soit d'une assemblée — resterait conforme au principe qui a été l'honneur de la France moderne, la Liberté.

Vu : LE PRÉSIDENT DE THÈSE,
ESMEIN.

Vu : LE DOYEN,
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :
LE VICE-RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

Propositions de revision des Lois Constitutionnelles émanant de l'initiative parlementaire depuis 1884.

SÉNAT

	Pages
24 avril 1888. — Proposition de M. Huon de Penanster (n° 292).....	1
Rapport de M. Barbey (n° 383).	
21 avril 1896. — Proposition de MM. Gervais-Rousseau et Delpech (n° 110).....	2
Rapport de M. Pazat (n° 114).	
24 avril 1896. — Proposition de MM. Anglès et Bayol (n° 112).....	3

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

QUATRIÈME LÉGISLATURE

Proposition de MM. Michelin et Planteau (n° 1355). 7 déc. 1886.....	5
Rapport de M. de la Batut (n° 1648)	

	Pages
Proposition de M. Jolibois, 21 décembre 1887 (n° 2124)	9
Rapport de M. Cousset (n° 2437).	
Proposition de M. Gaudin de Vilaine, 12 janvier 1888	
(n° 2254).....	13
Rapport de M. Gomot (n° 2466).	
Proposition de M. Pelletan, 30 mars 1888 (n° 2628).....	15
Urgence adoptée.	
Proposition de M. Wickersheimer, 24 mai 1888 (n° 2710)	20
Proposition de M. Sourigues, 28 mai 1888 (n° 2720).....	21
Proposition de M. le général Boulanger, 4 juin 1888	
(n° 2737).....	22
Rapport de M. Lecointre (n° 2979).	
Proposition de M. Bourgeois, 16 juillet 1888 (n° 2966)....	23
Projet de M. Floquet, 15 octobre 1888 (n° 3030).....	28
Proposition de M. de la Fauconnerie, 16 octobre 1888	
(n° 3049).....	31
Rapport de M. Max Leconte (n° 3019).	
Proposition de M. A. de la Forge, 20 octobre 1888	
(n° 3072).....	32
Proposition de M. Colfavru, 27 octobre 1888 (n° 3111)...	33
Les propositions qui précèdent furent rapportées par M. Tony Révillon (n° 3525).	

CINQUIÈME LÉGISLATURE

Proposition de M. Maujan, 19 décembre 1889 (n° 47)....	38
Rapport de M. Max Leconte (n° 604).	
Proposition de M. de Gasté, 6 mai 1890 (n° 535).....	39
Rapport de M. Engeraud (n° 735).	

TABLE DES MATIÈRES

125

	Pages
Proposition de M. Castelin, 7 juin 1890 (n° 154)	41
Rapport de M. Royer.	
Proposition de M. Dreyfus, 19 mars 1891 (n° 1338)	43
(Pas de rapport sommaire.)	
Proposition de M. de Gasté, 27 avril 1891 (n° 1373)	43
(Pas de rapport sommaire.)	
Proposition de M. Paulin Méry, 28 avril 1891 (n° 1384)	44
(Pas de rapport sommaire.)	
Proposition de M. Gauthier (de Clagny), 30 décembre 1891 (n° 1856)	44
Renvoi à la deuxième Commission (2 juin 1892).	
Proposition de M. Pierre Richard et Paulin Méry, 14 jan- vier 1892 (n° 1877)	45
Rapport sommaire de M. Martineau (n° 1938)	

SIXIÈME LÉGISLATURE

Proposition de M. Bourgeois (Jura), 25 novembre 1893 (n° 48)	48
Rapport sommaire de M. Coudreuse (15 janvier 1894).	
Proposition de M. Naquet, 10 mars 1894 (n° 493)	50
Rapport de M. Samary (n° 649).	
Proposition de M. Michelin, 10 mars 1894 (n° 503)	52
La Chambre n'a pas statué.	
Proposition de M. Goblet, 10 mars 1894 (n° 505)	55
La Chambre n'a pas statué.	
Proposition de M. le général Jung, 15 mars 1894 (n° 524)	61
Retirée par son auteur.	

	Pages
Proposition de M. de Ramel, 15 mars 1894 (n° 537).....	62
La Chambre n'a pas statué.	
Proposition de M. Gauthier (de Clagny), 28 janvier 1895 (n° 1148).....	63
Rapport sommaire par M. Berry (n° 1279).	
Proposition de M. Gauthier (de Clagny), 15 février 1895 (n° 1180).....	64
Proposition de M. Vaillant, 11 novembre 1895 (n° 1604)..	66
Rapport de M. Noël (n° 1679).	
Proposition de M. Bourgeois (du Jura), 16 novembre 1895 (n° 1613).....	68
Rapport de M. Noël (n° 1680).	
Proposition de M. Gauthier (de Clagny), 23 avril 1896 (n° 1893).....	69
(Jointe aux précédentes.)	
Proposition de M. René Gauthier, 28 avril 1896 (n° 1894).	70
La Chambre n'a pas statué.	
Proposition de M. Louis Brunet, 30 avril 1896 (n° 1896)..	70
La Chambre n'a pas statué.	

SEPTIÈME LÉGISLATURE

Proposition de M. Vaillant, 27 juin 1898 (n° 119).....	71
Proposition de M. Chiché, 4 juillet 1898 (n° 154).....	76
Proposition de M. A. Boyer, 13 juillet 1898 (n° 261).....	77
Rapport sommaire de M. Olive (n° 333).	
Proposition de M. Gerville-Réache, 15 février 1899 (n° 744).....	78
Rapport de M. O. Barrot (n° 830).	

	Pages
Proposition de M. Dumont, 4 mai 1899 (n° 909).....	82
Proposition de M. Déroulède, 27 juin 1899 (n'a pas été imprimée).....	83
Urgence repoussée.	
Proposition de M. Louis Brunet, 4 juillet 1900 (n° 1801)..	83
Urgence rejetée.	
Proposition de M. Antide Boyer, 24 janvier 1901 (n° 2141).	85
Renvoyée à la Commission.	
Rapport de MM. Bérard, Gerville-Réache et Dumont, 26 mars 1901 (n° 2303).....	86
Proposition de M. Th. Denis, le 28 mars 1901 (n° 2311)..	90



BUZANÇAIS (INDRE), IMPRIMERIE F. DEVERDUN.
